

Revue de presse



Mercredi 14 Juin 2023

La Patrie
Site d'informations générales
NEWS

Sonatrach : Assemblée Générale Ordinaire



Sonatrach : Assemblée Générale Ordinaire

C'est sous la présidence du ministre de l'énergie et des mines, M. Mohamed Arkab, que s'est tenue ce lundi 12 juin 2023 l'Assemblée Générale Ordinaire du Groupe Sonatrach au niveau de son siège social à Hydra.

Le ministre des finances, M. Faïd Laaziz, le gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Salah Eddine Taleb, le représentant de la présidence de la république, M. Rafik Boukelia Hassen et M. Toufik Hakkar, PDG du groupe Sonatrach étaient présents en leurs qualités de membres de CA.

L'Assemblée a eu comme ordre du jour la présentation du bilan de l'année 2022 du groupe Sonatrach et son approbation.

Le bilan a touché les activités de recherches, de production, d'investissements et de commercialisation. Il a aussi été procédé à la discussion des comptes sociaux du groupe Sonatrach ainsi que des comptes inclusifs.



Situation au 4e trimestre 2022

Un léger frémissement économique

«Le Produit intérieur brut (PIB) réalise une performance remarquable, avec une croissance, en volume, de 3,8% contre 3,2% durant la même période de l'année 2021».

Le bâtiment et les travaux publics reprennent

D'une importance capitale pour la gestion de la comptabilité nationale, l'évaluation et le solde des comptes nationaux publics renseignent sur l'évaluation trimestrielle de la valeur ajoutée de ces postes, dans l'objectif d'aboutir à une maîtrise des flux des recettes et des dépenses. C'est dans cette optique que l'Office national des statistiques indique qu'«au quatrième trimestre 2022, le Produit intérieur brut (PIB) réalise une performance remarquable avec une croissance, en volume, de 3,8%, contre 3,2% durant la même période de l'année 2021». Une évolution qui renseigne sur l'importance des réformes et de l'impact sur la relance des secteurs stratégiques, en l'occurrence des services marchands, les activités agricoles, industrielles, les services non marchands, le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique, Btph qui ont fait l'objet, selon l'enquête de l'ONS, d'avancées indiscutables. Ces derniers ont enregistré respectivement des taux de croissance réels de 7,4%, 6,5%, 5,0%, 2,8% et 2,6%. Cela étant, il y a lieu de souligner que les postes les plus influents sur ces éléments d'évaluation ont connu, durant la même période, des évolutions déterminantes pour l'établissement de feuilles de route et de perspectives. Dans

ce sens, où le secteur des hydrocarbures affiche une croissance réelle de sa valeur ajoutée, de -0,7%, «En valeurs courantes, le PIB du 4e trimestre de 2022 connaît une croissance de 20,7% contre 27,4% pour la même période de l'année 2021, ce qui signifie une augmentation du niveau général des prix de 16,3% contre 23,4% pour la même période de l'année 2021. Alors que le Produit intérieur brut hors hydrocarbures enregistre une croissance soutenue et appréciable, de 5,3% au quatrième trimestre 2022, contre 2,2% au même trimestre de l'année 2021». En détail, l'enquête de l'ONS fait ressortir que «les prix des hydrocarbures ont augmenté et le déflateur de la valeur ajoutée affiche une hausse de 46,6% au 4e trimestre de 2022, contre une hausse de 115,2% au même trimestre de l'année 2021». Dans ce cas de figure, il apparaît clairement que les deux axes de cette croissance évoluent, parallèlement, dans le même sens. Autrement dit, en dehors du secteur des hydrocarbures, les relances industrielle et agricole commencent à avoir des impacts positifs sur la relance économique, à l'image du secteur de l'agriculture, où le 4e trimestre 2022 est marqué par une forte augmentation de l'activité agricole, de l'ordre 6,5%, au lieu d'une baisse de 1,1% durant la même période de 2021. Alors la valeur ajoutée réelle de celui de l'industrie a augmenté de 5,0% par rapport au même trimestre 2021». Cette croissance est tirée essentiellement par la valeur ajoutée de l'énergie, «chimie, caoutchouc, plastique» et industries agroalimentaires. Tous les secteurs de l'industrie ont connu des croissances positives. En termes de répercussions, la dépense intérieure brute a progressé de 7,3% au 4e trimestre 2022, alors qu'elle avait baissé de 1,2% au cours de la même période de l'année 2021», soit «une consommation finale des ménages, qui passe à une croissance positive de 3,2%, soit au même rythme de croissance que celui réalisé une année auparavant. De même, la consommation finale des administrations publiques a connu une évolution de 2,7%».



Compagnie centrale de réassurance (CCR): consolider les parts de marché en Afrique et dans la région MENA



ALGER - Le réassureur public algérien, la Compagnie centrale de réassurance (CCR),

entend consolider ses activités sur les marchés internationaux notamment dans le Moyen Orient et en Afrique, bénéficiant de "solides assises financières", confirmées cette année encore par l'agence de notation internationale AM best. Deuxième à l'échelle continentale, " la CCR reçoit depuis 2010 une notation de la plus importante agence de notation spécialisée AM best, B+, une note qui a été renouvelée cette année et qui reflète notre solvabilité et nos assises financières très intéressantes, permettant à la CCR de faire face facilement à ses engagements", a indiqué à l'APS son PDG Abdallah Benseidi.

Cette compagnie qui a réalisé sur le marché international 16% de son chiffre d'affaires enregistré l'année dernière (40 milliards de DA), est présente dans 12 pays du Moyen-Orient plus la Turquie, 26 pays d'Afrique et 9 pays asiatiques, précise-t-il.

La CCR " ambitionne de devenir un réassureur incontournable sur le continent et la région MENA", assure ce responsable qui s'appuie sur une étude comparative de AM best qui classe la compagnie algérienne "dans le top trois des compagnies de réassurance en termes de production, et en première position dans les performances technico-économiques".

En 2022, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 6,8 milliards de DA en affaires internationales, en hausse de 2,3% par rapport à l'exercice 2021.

Cette progression a été portée par les branches "automobile", "accident et risques divers", "engineering" et "transport" qui avaient évolué respectivement de 68,8%, 36,9%, 30% et 10,7% en raison notamment de la souscription de nouvelles affaires, selon les données du Conseil national des assurances (CNA).

La CCR, créée il y a cinquante ans et dotée d'un capital social de 30 milliards de DA, a enregistré une croissance dans ses activités ces dernières années, en dépit des effets de la crise sanitaire, souligne M. Benseidi.

"La pandémie n'a pas impacté réellement l'activité du marché des assurances en général et en particulier celui de la CCR. Au contraire, on a constaté une relative

hausse de notre chiffre d'affaires. C'est une pandémie qui a impacté positivement la partie sinistre", a-t-il dit.

Interrogé, d'autre part, sur l'opportunité que constitue l'activité naissante de l'assurance Takaful en Algérie pour le marché de la réassurance, le premier responsable de la CCR a affirmé que cette nouvelle activité représentait un potentiel à exploiter.

"La CCR est en train de travailler pour accompagner ce segment de marché.

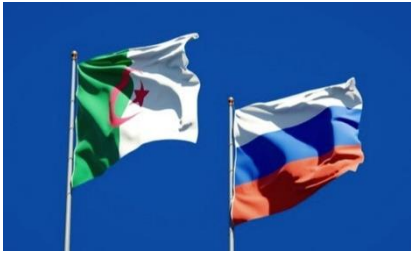
D'ailleurs, on a mis en place une fenêtre Takaful réassurance. On doit adopter une logique de diversification et d'innovation afin de permettre à la compagnie de réaliser des taux de croissance voulus", a-t-il expliqué.

Dans ce cadre, la compagnie qui considère cette nouvelle branche comme un "domaine d'évolution stratégique", a déjà souscrit des contrats de réassurance notamment avec la compagnie Takaful life.

S'agissant des risques émergents, notamment ceux liés aux changements climatiques et la cyber sécurité, M. Benseidi a fait savoir que la CCR propose, depuis 2021, un produit de réassurance qui supporte les cyber risques aussi bien sur le marché local qu'international.

La compagnie qui est en train de mettre en place "un plan de transformation digitale", indique son PDG, s'est dotée de structures organisationnelles dédiées aux risques émergents, avec pour but sécuriser et mettre à niveau son système d'information.

Algérie-Russie: des relations exceptionnelles fondées sur l'amitié, la coopération et le partenariat stratégique



ALGER - Les relations entre l'Algérie et la Russie ont été marquées, six décennies durant, par une coopération continue, une confiance mutuelle et un partenariat stratégique, des bases devant connaître une nouvelle impulsion à la faveur de la visite d'Etat de trois jours qu'effectue le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à Moscou, à partir de mardi, l'invitation de son homologue russe, M. Vladimir Poutine.

Le président de la République participera lors de cette visite qui intervient dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis, aux travaux du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF).

Signataires en 2001 d'une Déclaration de partenariat stratégique, l'Algérie et la Russie ont vu leur relation se renforcer depuis l'élection du Président Tebboune, et ce à travers un contact et une concertation permanents entre les dirigeants des deux pays, en sus des visites de plusieurs dirigeants politiques et de délégations parlementaires et économiques.

En effet, les relations algéro-russes connaissent ces dernières années une densité, une dynamique et un haut degré de concertation, les deux pays entretenant un dialogue actif, notamment sur les questions internationales et régionales.

Un niveau de concertation traduit par des entretiens téléphoniques réguliers entre le Président Tebboune et son homologue russe Vladimir Poutine, ayant permis aux deux présidents d'échanger les vues sur la situation internationale, les dossiers régionaux, et les perspectives de coopération énergétique, et de souligner l'importance de l'échange de visites de haut niveau.

Dans ce cadre, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a effectué en mai 2022 une visite à Alger durant laquelle il a affirmé la détermination des deux pays à renforcer leur coopération, à travers la signature d'un nouveau document qui servirait de base aux relations bilatérales, ainsi que les visites mutuelles de responsables militaires.

L'Algérie avait participé, en novembre 2021 au Royaume d'Arabie Saoudite, aux travaux de la réunion du groupe de vision stratégique "Russie-Monde islamique", ainsi qu'aux travaux de la 12e session de la réunion du même groupe qui avaient eu lieu à Kazan (République du Tatarstan) en 2022.

La présidente du Conseil de la Fédération de Russie, Mme Valentina Matvienko, avait effectué, en mars dernier, une visite en Algérie, lors de laquelle elle a souligné l'appui de son pays à la volonté de l'Algérie de rejoindre les "BRICS", affirmant que l'Algérie était pour la Fédération de Russie "un partenaire fiable et très important au niveau du continent africain".

En 2022, deux groupes parlementaires d'amitié Algérie-Russie ont été installés au niveau des deux Chambres du Parlement, constituant un nouveau jalon dans le renforcement de la coopération entre les deux pays.

La Russie soutient le rôle équilibré de l'Algérie dans les questions internationales et régionales

A l'image de plusieurs capitales, d'instances et d'organisations internationales, régionales et continentales, la Russie a toujours été parmi les principaux pays ayant soutenu les efforts diplomatiques de l'Algérie et son rôle pionnier dans le règlement des questions internationales et régionales, par la voie pacifique et l'encouragement du dialogue.

Un soutien qui s'est traduit par l'appui apporté par Moscou, à plusieurs occasions, aux efforts de la diplomatie algérienne, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le règlement de plusieurs crises, comme la crise en Libye, dont l'unité et la souveraineté sont importantes pour l'Algérie.

Moscou a affirmé à maintes reprises, la convergence des positions des deux pays concernant les questions et conflits, notamment les questions, palestinienne et

sahraouie, les deux pays soutenant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux résolutions de la légalité internationale.

Dans ce sens, le 5 février 2020, le Président russe avait exprimé le soutien de la Russie à la politique internationale et régionale équilibrée prônée par l'Algérie. "Il y a de bonnes perspectives pour le renforcement de notre coopération économique, militaire et technique afin de renforcer la stabilité et la sécurité en Afrique du Nord et dans le Sahel", a-t-il alors souligné.

Dans ce contexte, Moscou s'était félicitée, le 14 octobre dernier, de la "Déclaration d'Alger", issue de la Conférence d'unification des rangs palestiniens, tenue en Algérie entre les différentes factions palestiniennes, sous la présidence du Président Tebboune.

Elle avait également salué le rôle de l'Algérie dans la conclusion de cet accord qui ouvrait, selon elle, la voie à la réalisation de l'unité inter-palestinienne.

La Russie avait salué aussi les recommandations du 31e Sommet arabe, tenu à Alger en novembre dernier, soulignant la convergence de vues entre Moscou et la Ligue arabe, notamment en ce qui concerne la question palestinienne.

Plus récemment, Moscou a félicité l'Algérie pour son élection en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, affirmant que cet événement portait une grande importance pour les pays arabes, le continent africain et le monde entier.

Elle a mis en exergue à cette occasion le poids diplomatique et économique croissant de l'Algérie dans un monde multipolaire en constante évolution, ses efforts en faveur de la paix et de la sécurité, et le travail titanesque fait dans le cadre de la résolution des crises au Mali et en Libye.

Au registre économique, de nombreuses opportunités de coopération s'offrent à l'Algérie et la Russie qui prévoient aussi le lancement d'un nouveau partenariat économique prometteur dans divers domaines, notamment dans le sillage des visites mutuelles des hommes d'affaires des deux pays, présents aux nombreuses expositions et manifestations organisées de part et d'autre. Des évènements qui ont permis aux deux parties d'examiner les opportunités de partenariat et d'investissement dans de

nombreux domaines tels que les industries automobile, électronique, pharmaceutique et l'aérospatiale, outre l'énergie, l'agriculture et autres.

Septembre dernier, la Commission gouvernementale mixte algéro-russe de la coopération économique, commerciale, scientifique et technique a tenu sa 10e session, et permis de mettre l'accent sur la nécessaire intensification des investissements conjoints tout en encourageant le transfert de technologie et d'expérience, d'autant que l'Algérie a engagé la mise en œuvre d'un nouveau programme de relance économique visant à développer une économie solide et diversifiée, créatrice de richesses et d'emplois.

Un programme accordant la priorité aux projets de partenariat et aux investissements directs étrangers, avec une ouverture sur le marché international, notamment à la lumière des privilèges accordés par l'Algérie au titre de la nouvelle loi sur l'investissement.



Projet de loi sur les risques majeurs : «Vers l'émergence d'une véritable culture citoyenne de prévention», selon Abdelhamid Afra

Le délégué des risques majeurs au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dr Abdelhamid Afra, a révélé, mardi, que « les risques de catastrophes coûtent au trésor public environ 35 milliards de DA par an, ce qui nécessite une révision complète du dispositif législatif des risques majeurs ».

Etayant son argumentaire, le même responsable a poursuivi en indiquant : “Le nouveau projet de loi, qui comprend des règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophe, permettra de passer d'une approche de réaction et de gestion de crise à une approche prospective plus efficace et moins coûteuse”, a-t-il affirmé

Il a également ajouté : « La décision d'élaborer un nouveau projet de loi relatif à une révision complète du système législatif des risques majeurs est intervenue après une série de forums, de réunions, de discussions et de consultations, en

coordination avec tous les groupes concernés de chercheurs universitaires et de la société civile en plus du secteur privé et de tous les secteurs ministériels concernés ».

Il a poursuivi : « Les travaux ont débuté en mars 2021, après l'organisation d'un forum national auquel ont participé plus de 300 experts, qui a permis de formuler de nombreuses recommandations dont la plus marquante est la révision de la loi 20-04 relative à la prévention des risques majeurs et la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable.

Dans le même contexte, Abdelhamid Afra a expliqué qu'« un groupe de travail composé de divers experts a également été mis en place pour préparer une nouvelle loi qui comprend 35 nouveaux articles.»

Il a également souligné que «la nouvelle loi a été mise en œuvre en consultation, avec la participation et la contribution de nombreux experts, et conformément au nouveau cadre de Sendai, qui a apporté une nouvelle approche et vision qui passe de la gestion des catastrophes à la gestion des risques de catastrophe dans le but d'atténuer et de limiter les dommages ».

Pour le même responsable du ministère de l'Intérieur : «L'alerte précoce, la consolidation des voies et moyens aidant à l'émergence d'une véritable culture citoyenne de prévention des risques majeurs, la sensibilisation dans sa dimension élargie aux programmes d'éducation scolaire et de formation, et la décentralisation sont les dispositions phares du nouveau projet de loi traitant de la prévention des risques majeurs, désormais achevé dans son élaboration »

Aussi, est-il important de souligner que selon le même responsable : « Face aux événements climatiques extrêmes, les prévisions météorologiques, quand bien même elles sont nécessaires, ne sont pas suffisantes, a estimé le Délégué national des risques majeurs, préconisant l'impératif d'accompagner lesdites prévisions «par un système d'alerte précoce, pour suivre l'évolution du phénomène et procéder à la prise des décisions qui s'imposent une fois le seuil du danger est atteint, lesquelles décisions pouvant traiter notamment de la fermeture des routes, des écoles et autres établissements et espaces publics ou même d'un appel aux citoyens pour rester chez eux pendant les pluies diluviennes».

«La compréhension des risques des catastrophes naturelles est l'une des priorités de la nouvelle stratégie nationale en la matière», a-t-il également indiqué.

Le moyen le plus sûr d'édifier une économie nationale axée sur la production», affirment les experts

Startups et projets innovants

L'Algérie fait aujourd'hui face à des défis dans tous les domaines, tout particulièrement dans ceux de l'innovation et des startups

Selon les économistes, l'Algérie a besoin, plus qu'avant, de l'apport de la science, de la connaissance et de l'innovation et de la valeur ajoutée qui sera apportée par les idées de notre jeunesse. Car, faut-il le souligner, le passage d'une économie de rente à une économie de production nécessite l'avènement d'une rupture avec les anciennes pratiques bureaucratiques. Il s'agit également de mettre la main dans la main et aspirer à édifier une économie forte, basée sur les compétences issues des universités algériennes, capables de concrétiser leurs idées avec le soutien de l'Etat à travers les différents dispositifs mis en place pour la promotion et le soutien de ces startups. Il faut également mettre en exergue le fait selon lequel le soutien apporté par l'Etat aux porteurs de projet innovant et aux startups traduit sa forte volonté de mettre en place une base solide en vue d'édifier une économie nationale axée sur la production avec un soutien solide aux entreprises créatrices de richesses et d'emplois.

«L'Algérie ambitionne de sortir définitivement de la seule rente des hydrocarbures»

Pour l'expert en économie IshakKherchi, que nous avons joint dimanche dernier, «l'Algérie, qui ambitionne de sortir définitivement de sa dépendance à la rente des hydrocarbures, a besoin d'une vision stratégique pour ce que nous voulons réaliser en 2023, 2024 et 2025».

En outre, pour notre interlocuteur, «il ne faut pas se concentrer seulement sur le nombre de startups créées, le plus important c'est que ces entreprises innovantes participent à la croissance du PIB national». Pour cela, recommande-t-il, «il est impératif de renforcer l'écosystème dans lequel évolue les startups. Actuellement, nous avons seulement les conditions pour la création d'une start-

up. Toutefois, ce genre de sociétés innovantes nécessite une série d'autres conditions pour leur réussite».

C'est pour cela que, selon Kherchi, «nous avons besoin d'une vision stratégique basée sur les mécanismes d'appui à mettre en place pour le lancement et la réussite des startups».

«En effet, un grand travail reste à faire afin de développer l'économie de la connaissance et des startups dans notre pays. D'abord, il faudra renforcer l'écosystème de ce secteur, qui nécessite l'implication d'autres départements et acteurs économiques», a-t-il souligné. Et de poursuivre : «Le nombre d'incubateurs actuel est insuffisant. Il faut aller plus loin. On doit aller vers la création de plus d'incubateurs, notamment au niveau des universités, le bastion de la recherche. Il faudra aussi élargir cette expérience vers le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle». «Il y a beaucoup de travaux de recherche dans ce secteur. Nous devons y créer des incubateurs en mesure d'apporter des solutions innovantes à l'économie nationale», a-t-il ajouté en rappelant que «le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné d'associer les startups au développement des entreprises publiques».

«L'économie de la connaissance et de l'innovation, le créneau de l'Algérie nouvelle»

S'agissant de l'économie de la connaissance, notre interlocuteur a plaidé pour «le recours à l'expertise des pays leaders dans ce domaine à travers le transfert technologique et le savoir-faire». «Nous devons donner toute l'importance à ce secteur afin de le développer davantage et de faire sortir notre pays de l'économie de la rente», a-t-il souligné. Et d'ajouter, en guise de conclusion : «L'économie de la connaissance et de l'innovation est un créneau sur lequel l'Algérie table afin de diversifier son économie. Toute une stratégie est, à cet effet, déjà en place afin de développer ce secteur qui est en retard dans notre pays par rapport au reste du monde, notamment l'Afrique».

Contacté pour avoir son avis d'expert en économie innovante, Brahim Mouhouche a été affirmatif à ce sujet. «En effet, depuis 2020, le gouvernement algérien, sous la férule du président de la République Abdelmadjid Tebboune, est entré dans une course contre la montre pour baliser le terrain aux jeunes génies à travers l'élaboration d'un cadre juridique idoine pour l'émergence d'un tissu de sociétés innovantes connu sous le nom de start-up et, également, de mécanismes pour le financement de ces projets», a-t-il indiqué. Et d'ajouter pour

conforter son analyse : «Selon les derniers chiffres rendus publics, plus de 6.000 demandes ont été recensées en 2022, dont 1.100 ont déjà obtenu le label ‘start-up’ ou celui de projet innovant». Sur ce point, notre interlocuteur a précisé que «la labellisation d’une start-up nécessite un certain nombre de conditions, à l’instar de l’innovation, sa forte croissance et son apport pour l’économie nationale. C’est dire que le porteur d’un projet innovant n’est pas automatiquement éligible à un financement du Fonds algérien des startups».

«Un nombre important de start-ups a déjà bénéficié d’un financement»

De plus, selon l’expert Brahim Mouhouche, «un nombre important de startups a déjà bénéficié d’un financement. Ces dernières sont en activité et contribuent à la croissance de l’économie nationale en commercialisant leurs services et produits».

Questionné sur la possibilité d’atteindre un million de startups et projets innovants en 2023, l’expert en économie innovante s’est montré optimiste. «Oui, c’est possible, notamment avec la création du régime de l’auto-entrepreneur», a-t-il déclaré. Ainsi, il a appelé à «l’implication du secteur privé dans le financement de ce genre de projets innovants créateurs de richesse et de valeur ajoutée».

Et pour atteindre cet objectif, Brahim Mouhouche a rappelé que «la loi de finances 2023 prévoit des mesures très incitatives concernant les domaines de la recherche, du développement et de l’innovation». Dans le même contexte, l’expert a indiqué que «les startups et tous les porteurs de projet sont en mesure d’apporter un plus à l’économie nationale. L’Algérie a fait, certes, un pas en avant dans ce domaine, mais nous n’avons pas encore exploité toutes les potentialités existantes. Il est plus que nécessaire d’élaborer une stratégie innovante pour permettre à notre économie de faire le grand saut vers l’autosuffisance alimentaire».

«Actuellement, en Algérie, il y a une volonté importante pour la promotion des startups»

C’est ainsi que, pour notre expert, «actuellement, en Algérie, il y a une volonté importante pour la promotion des startups, qui ont une structure agile et une capacité à s’adapter très rapidement à leur environnement. Ce type d’entreprise innovante évolue favorablement surtout par le soutien des pouvoirs publics et la volonté des entrepreneurs». Selon notre interlocuteur, «l’innovation et

l'entrepreneuriat sont des moteurs fondamentaux de l'économie, ils sont liés par le même souci de créativité qu'il s'agisse d'élaborer de nouveaux produits, de nouveaux services, de nouveaux procédés ou de nouvelles organisations. Ces deux concepts restent essentiels pour les entreprises». Et d'ajouter : «Afin d'amorcer le plus rapidement une rupture claire sur le plan de la gouvernance macroéconomique, un autre modèle de croissance s'impose. Il est impératif que l'Algérie compte sur un autre modèle de croissance économique autre que les hydrocarbures, entre autres les start-ups, et ce, en raison de la contraction du secteur des hydrocarbures.»

C'est pourquoi, selon Brahim Mouhouche, «promouvoir les startups pourrait représenter un moyen de libérer le pays de sa dépendance aux hydrocarbures. Une dépendance qui n'a que trop duré à plus forte raison que les énergies fossiles ne constitue plus une assurance pour l'avenir du pays. Se libérer des hydrocarbures n'est plus un choix, c'est une obligation». «La motivation de l'Algérie de faire de la start-up un levier important de développement de l'innovation et de l'économie numérique et d'amélioration des services à la population est un pas vers l'avant, ce qui implique, entre autres, une nouvelle politique industrielle qui s'appuiera sur la redynamisation d'un secteur public réformé et l'implication du secteur privé à travers un réseau de PME et de start-up», a-t-il souligné. «Ces dernières font donc partie intégrante de l'équation de résolution des défis du pays.

Pour ce faire, le gouvernement est dans l'obligation de réfléchir à une politique pour mettre en place un écosystème adéquat qui va appuyer l'essor des startups dans le cadre de sa création, son développement et son expansion. Dans la plupart des pays, la start-up constitue un vecteur d'accélération de la productivité et du développement grâce à l'innovation, la créativité et un nouvel esprit d'entreprise. C'est pour cette raison que l'objectif de l'Algérie est de faire de la start-up et l'innovation le fer de lance de son économie», a-t-il conclu.

Afin de contrôler toutes les transactions foncières : Hambli Mohamed Yazid appelle à la création d'un « marché du foncier »

Le président de la Chambre nationale de l'Agriculture, Hambli Mohamed-Yazid, a souligné « la priorité pour l'Etat de la préservation et la protection des terres agricoles en tant que première ressource pour la réalisation de la sécurité alimentaire du pays. »

Intervenant ce mardi matin sur les ondes de la radio chaine3, Hambli a affirmé que « nos terres sont à la fois de bonne qualité et mais aussi vulnérables », l'invité de la rédaction a appelé à « l'adoption de méthodes scientifiques et à la généralisation des bonnes pratiques culturales pour la préservation de cette ressource relevant, on ne peut plus clair, de la souveraineté nationale. »

Une préservation double, car elle doit aussi intégrer le volet juridique et réglementaire. Pour lui, les textes actuels n'englobent pas encore la notion de préservation dans sa dimension « développement durable ».

Aussi, dans son rôle de protection, l'Etat ne doit pas faire la différence entre le domaine privé de l'Etat et les terres « melk » (propriété privée). Par ailleurs, le président de la Chambre nationale de l'Agriculture appelle à la création d'un « marché du foncier » pour contrôler toutes les transactions foncières opérées.

Hambli à propos de la nécessité de création d'un marché du foncier a expliqué qu' « en Algérie y a pas de marché du foncier, il n y a pas des transactions ». Soulignant que « la terre agricole reste un outil de production ».

Autre entrave soulignée par l'invité de la Radio, le morcellement des terres. « 80% de nos terres ne dépassent pas les 8 hectares », précise-t-il.

Compagnie centrale de réassurance (CCR): Consolider les parts de marché en Afrique et dans la région MENA

Le réassureur public algérien, la Compagnie centrale de réassurance (CCR), entend consolider ses activités sur les marchés internationaux notamment au

Moyen-Orient et en Afrique, bénéficiant de «solides assises financières», confirmées cette année encore par l'agence de notation internationale AM best.

Deuxième à l'échelle continentale, «la CCR reçoit depuis 2010 une notation de la plus importante agence de notation spécialisée AM best, B+, une note qui a été renouvelée cette année et qui reflète notre solvabilité et nos assises financières très intéressantes, permettant à la CCR de faire face facilement à ses engagements», a indiqué à l'APS son P-DG, Abdallah Benseidi.

Cette compagnie qui a réalisé sur le marché international 16 % de son chiffre d'affaires enregistré l'année dernière (40 milliards de DA), est présente dans 12 pays du Moyen-Orient plus la Turquie, 26 pays d'Afrique et 9 pays asiatiques, précise-t-il.

La CCR «ambitionne de devenir un réassureur incontournable sur le continent et la région MENA», assure ce responsable qui s'appuie sur une étude comparative de AM best qui classe la compagnie algérienne «dans le top trois des compagnies de réassurance en termes de production, et en première position dans les performances technico économiques».

En 2022, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 6,8 milliards de DA en affaires internationales, en hausse de 2,3 % par rapport à l'exercice 2021.

Cette progression a été portée par les branches «automobile», «accident et risques divers», «engineering» et «transport» qui avaient évolué respectivement de 68,8 %, 36,9 %, 30 % et 10,7 % en raison notamment de la souscription de nouvelles affaires, selon les données du Conseil national des assurances (CNA). La CCR, créée il y a cinquante ans et dotée d'un capital social de 30 milliards de DA, a enregistré une croissance dans ses activités ces dernières années, en dépit des effets de la crise sanitaire, souligne M. Benseidi.

«La pandémie n'a pas impacté réellement l'activité du marché des assurances en général et en particulier celui de la CCR. Au contraire, on a constaté une relative hausse de notre chiffre d'affaires. C'est une pandémie qui a impacté positivement la partie sinistre», a-t-il dit. Interrogé, d'autre part, sur l'opportunité que constitue l'activité naissante de l'assurance Takaful en Algérie pour le marché de la réassurance, le premier responsable de la CCR a affirmé que cette nouvelle activité représentait un potentiel à exploiter.

«La CCR est en train de travailler pour accompagner ce segment de marché. D'ailleurs, on a mis en place une fenêtre Takaful réassurance. On doit adopter

une logique de diversification et d'innovation afin de permettre à la compagnie de réaliser des taux de croissance voulus», a-t-il expliqué.

Dans ce cadre, la compagnie qui considère cette nouvelle branche comme un «domaine d'évolution stratégique», a déjà souscrit des contrats de réassurance, notamment avec la compagnie Takaful life.



Entreprises/Recherche et développement: Les dépenses liées aux R&D désormais éligibles à la déduction du bénéfice imposable

Les dépenses d'entreprises liées aux activités de recherche et développement (R&D) et d'innovation ouverte sont désormais éligibles à la déduction du bénéfice imposable, en vertu d'un arrêté interministériel publié au Journal officiel n° 39.

Cet arrêté signé le 9 mai dernier par le ministre des Finances, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, vient en application aux dispositions de la loi de finances 2023 (LF 2023), visant à encourager les entreprises à investir davantage en R&D et dans les programmes d'innovation ouverte.

Selon la LF 2023, «sont déductibles du revenu ou du bénéfice, jusqu'à concurrence de 30 % du montant de ce revenu ou bénéfice, dans la limite d'un plafond de 200 millions DA, les dépenses engagées dans le cadre de la recherche et développement au sein de l'entreprise, et les dépenses engagées dans le cadre des programmes d'innovation ouverte, réalisés avec les entreprises disposant du label Start-up ou Incubateur».

Ces dépenses concernent notamment les rémunérations, indemnités et primes versées aux personnels, affectés directement au projet de R&D en entreprise, titulaires, au moins, d'un diplôme d'ingénieur d'Etat, d'un master ou d'un titre reconnu équivalent, à condition que ce projet soit composé de personnel titulaire d'un diplôme de doctorat ou d'un titre reconnu équivalent, représentant au minimum 20 % du nombre total du personnel affecté audit projet, est-il précisé

dans l'arrêté, soulignant que le personnel diplômé en sciences humaines et sociales ne peut être considéré comme personnel affecté à la recherche et développement en entreprise.

Elles concernent également toutes les charges nécessaires au bon fonctionnement du projet R&D en entreprise ainsi que la quote-part des dotations d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles affectées à ce projet. Il s'agit aussi des dépenses liées à des services extérieurs (les frais des travaux réalisés par des universités publiques et/ou des centres publics de recherche scientifique), les dépenses liées à la propriété intellectuelle (les frais liés à l'acquisition, au dépôt et à la protection, au plan national et international, des brevets d'invention ou tout autre titre de propriété intellectuelle), les dépenses d'homologation et de normalisation (les frais d'homologation et de normalisation auprès des agences ou des organismes accrédités).

Quant aux dépenses engagées dans le cadre des programmes d'activités d'innovation ouverte, éligibles à la déduction du bénéfice imposable, elles concernent toutes les dépenses engagées par une entreprise, en vue de réaliser une partie ou tous ses travaux R&D, avec une entreprise disposant du label «Start-up» ou «Incubateur», dans le cadre d'un contrat d'innovation ouverte qui doit être d'une durée minimum de six mois.

Le contrat conclu dans le cadre des programmes d'innovation ouverte doit comporter l'objet du contrat d'innovation ouverte, la durée du contrat, les livrables attendus et échéances, les droits et les obligations des deux parties au contrat, le montant mensuel de la prestation et le montant global de celle-ci, la répartition des droits de propriété intellectuelle et les modalités de résiliation du contrat, selon l'arrêté.

[La fortune des 46 milliardaires africains a baissé de 2,8% en 2022](#)

Le recul de la fortune des milliardaires africains durant l'année écoulée s'explique essentiellement par le resserrement des conditions de financement, l'envolée de l'inflation et la dépréciation des monnaies locales par rapport au dollar américain.

Le nombre de milliardaires africains est resté stable durant l'année écoulée comparativement à 2021, à 46 individus, mais leur fortune cumulée a reculé de 2,8% pour s'établir à 101 milliards de dollars, selon un rapport publié début juin par le cabinet de recherche singapourien Wealth-X. Le patrimoine cumulé de ces individus possédant des fortunes supérieures ou égales à un milliard de dollars ne représente que 0,9% des avoirs cumulés de l'ensemble des milliardaires recensés à l'échelle mondiale. Selon Wealth X, la chute des avoirs des milliardaires africains s'explique essentiellement par l'envolée des factures d'importation, la forte hausse de l'inflation, le resserrement des conditions de financement, la dépréciation des monnaies locales par rapport au dollar américain et les troubles sociaux et politiques enregistrés certains pays du continent. Le rapport révèle d'autre part que la population mondiale des milliardaires a baissé de 3,5% durant l'année écoulée pour s'établir à 3 194 individus. Le patrimoine cumulé de ces personnes ultra-fortunées a enregistré un recul de 5,5% pour s'établir à 11 100 milliards de dollars, en raison notamment des turbulences économiques mondiales consécutives à la guerre en Ukraine et à la montée des tensions géopolitiques. Les pays qui comptaient le plus de milliardaires durant l'année écoulée étaient les États-Unis (955), la Chine (357), l'Allemagne (173), le Royaume-Uni (114), l'Inde (113) et la Russie (112).

Cotations : taux de change du dinar algérien en Banque et au marché informel ce 13 juin

Selon les cotations d'ouverture du dinar algérien en Banque du 9 au 13 juin 2023, l'unité de la monnaie européenne s'achète à 146.60 dinars algériens et se vend à 146.65 dinars algériens. De son côté, le taux de change de la monnaie américaine se maintient à 136.14 dinars algériens à l'achat et à 136.16 dinars algériens à la vente.

En revanche, au niveau du marché informel de change, les cambistes cèdent l'unité de l'euro contre 225.00 dinars algériens à l'achat et contre 227.00 dinars algériens à la vente. De plus, ils proposent encore l'achat du dollar américain unique à 207.00 dinars algériens et sa vente à 210.00 dinars algériens.

Enfin, pour ce qui est de la monnaie britannique, les cours de change de la Banque d'Algérie l'affichent à 170.75 dinars algériens à l'achat et à 170.82 dinars algériens à la vente. Tandis qu'en noir, la livre sterling s'échange contre 250.00 dinars algériens à l'achat et contre 252.00 dinars algériens à la vente.

مؤسسات: النفقات المرتبطة بأنشطة البحث والتطوير مؤهلة للخصم من الربح الخاضع للضريبة (الجريدة الرسمية)

الجزائر، 13 يونيو 2023 (وأج) - ستستفيد المؤسسات التي تستثمر في مجال البحث والتطوير والابتكار المفتوح من خصم من الربح الخاضع للضريبة للنفقات المرتبطة بهذه الأنشطة، وذلك بموجب قرار وزاري المشترك صدر في العدد 39 من الجريدة الرسمية.

ويأتي هذا القرار الموقع في 9 مايو الماضي من طرف وزير المالية، ووزير التعليم العالي والبحث العلمي، ووزير اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة والمؤسسات المصغرة، تنفيذا للإجراءات المدرجة في قانون المالية لسنة 2023، الرامية إلى تشجيع المؤسسات على الاستثمار في مجال البحث والتطوير وأنشطة الابتكار المفتوح.

وبحسب قانون المالية لسنة 2023، تخصم من الدخل أو الربح في حد أقصاه 30 بالمائة من مبلغ هذا الدخل أو الربح وفي حدود سقف يساوي 200 مليون دج، النفقات المصروفة في إطار البحث والتطوير داخل المؤسسة، النفقات المصروفة في إطار برامج الابتكار المفتوح المحققة مع المؤسسات الحاصلة على علامة "مؤسسة ناشئة" أو "حاضنة أعمال".

وتخص هذه المصاريف المكافآت والتعويضات والمنح المدفوعة للمستخدمين، المخصصة مباشرة لمشروع البحث والتطوير في المؤسسة وحاملي على الأقل، شهادة مهندس دولة أو شهادة ماستر أو شهادة معترف بمعادلتها، شريطة أن يكون هذا المشروع مكونا من مستخدمين حاصلين على شهادة دكتوراه أو شهادة معترف بمعادلتها، يمثلون 20 بالمائة، على الأقل، من العدد الإجمالي للمستخدمين المخصصين لهذا المشروع. بحسب ذات المصدر، الذي أشار إلى أن المستخدمين الحاصلين على شهادة في مجال العلوم الانسانية والاجتماعية لا يعتبرون كمستخدمين مخصصين لمشروع البحث والتطوير في المؤسسة.

كما تخص هذا الاجراء كل الأعباء اللازمة لحسن سير مشروع البحث والتطوير في المؤسسة وكذا حصة مخصصات الاهتلاكات للتشبيبات العينية والمعنوية المخصصة لهذا المشروع.

ويتعلق الأمر أيضا بالنفقات الخاصة بالخدمات الخارجية (مصاريف الأشغال المنجزة من قبل الجامعات العمومية و/أو المراكز العمومية للبحث العلمي)، وكذا النفقات المتعلقة بالملكية الفكرية (المصاريف المتعلقة باقتناء وإيداع وحماية براءات الاختراع أو كل شهادة ملكية فكرية أخرى على المستوى الوطني والدولي)

ونفقات المصادقة والتقييس (مصاريف المصادقة والتقييس لدى الوكالات أو الهيئات المعتمدة).

أما بخصوص النفقات المصروفة في إطار برامج أنشطة الابتكار المفتوح، المؤهلة للخصم من الربح الخاضع للضريبة، فتخص كل النفقات المصروفة من طرف مؤسسة بهدف تحقيق جزء أو كل

أعمالها المتعلقة بالبحث والتطوير مع مؤسسة تحمل علامة "مؤسسة ناشئة" أو علامة "حاضنة أعمال" في إطار عقد ابتكار مفتوح تكون مدته ستة أشهر على الأقل.

ويجب أن يتضمن العقد المبرم في إطار برامج الابتكار المفتوح، موضوع عقد الابتكار المفتوح، مدة العقد، التسليمات المنتظرة والأجال، حقوق وواجبات طرفي العقد، المبلغ الشهري للخدمة ومبلغها الإجمالي، توزيع حقوق الملكية الفكرية، وكيفية فسخ العقد، ووفق للنص ذاته. (وأج)



الشركة المركزية لإعادة التأمين: تعزيز الحصص السوقية في إفريقيا والشرق الأوسط

الجزائر - تعتزم الشركة المركزية لإعادة التأمين، تعزيز نشاطها في الأسواق الدولية، لاسيما في الشرق الأوسط وإفريقيا، مستفيدة من الأسس المالية المتينة التي أكدتها مرة أخرى هذه السنة وكالة التصنيف الدولية "أي.أم.بيست.(AM Best) "

وحصلت هذه الشركة العمومية الجزائرية التي تحتل المرتبة الثانية على المستوى القاري، منذ سنة 2010، على تصنيف (B+) من أهم وكالة تصنيف متخصصة وهي "أي.أم.بيست"، وهو تصنيف تم تجديده هذا العام و"يعكس ملاءتنا المالية وأسنا المالية الهامة للغاية، مما يتيح للشركة الوفاء بالتزاماتها بسهولة"، حسبما أوضحه ل/وأج الرئيس المدير العام، عبد الله بن سعدي.

ولفت إلى أن الشركة التي حققت في السوق الدولية 16 بالمائة من رقم أعمالها المسجل العام الماضي (40 مليار دج)، حيث تتواجد في 12 دولة في الشرق الأوسط بالإضافة إلى تركيا، في 26 دولة في إفريقيا وتسعى لتوسيع دول آسيوية.

وأضاف السيد بن سعدي أن الهدف هو جعل الشركة لاعبا أساسيا في إعادة التأمين بالقارة ومنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، مشيرا إلى أنه يعتمد في ذلك على دراسة مقارنة أجرتها "أي.أم.بيست" والتي تصنف الشركة الجزائرية "بين أكبر ثلاث شركات إعادة تأمين من حيث الإنتاج، وفي المرتبة الأولى من ناحية الأداء التقني-الاقتصادي".

وسجلت الشركة في 2022 رقم أعمال قدره 6ر8 مليار دج في المعاملات الدولية، بزيادة قدرها 2ر3 بالمائة مقارنة بسنة 2021.

وجاءت هذه الزيادة مدفوعة بفروع "السيارات"، "الحوادث والمخاطر المتنوعة"، "الهندسة" و"النقل" و التي ارتفعت بنسب 68ر8 بالمائة، 36ر9 بالمائة، 30 بالمائة و10ر7 بالمائة على التوالي، وذلك بفضل الاكتتاب في الأعمال الجديدة، وفقا لبيانات المجلس الوطني للتأمينات.

كما أشار السيد بن سعدي إلى أن الشركة المركزية لإعادة التأمين، التي أنشئت قبل 50 عاما و التي ويبلغ رأسمالها 30 مليار دج، سجلت نموا في أنشطتها خلال السنوات الأخيرة، رغم آثار جائحة كوفيد-19.

وقال بهذا الخصوص: "الجائحة لم تؤثر حقا على نشاط سوق التأمين بشكل عام ونشاط الشركة بشكل خاص، على العكس، شهدنا زيادة نسبية في رقم الأعمال، الجائحة كان لها أثر إيجابي على الفرع الخاص بنشاط الأضرار."

وردا على سؤال حول الفرص التي يمثلها النشاط الناشئ للتأمين التكافلي في الجزائر لسوق إعادة التأمين، أكد الرئيس المدير العام أن هذا النشاط الجديد يمثل فرصة للاستغلال .

وكشف أن الشركة "تعمل على دعم هذا الجانب من السوق، كما أنشأنا نافذة إعادة تأمين تكافلي، يجب أن نتبنى منطق التنويع والابتكار من أجل السماح للشركة بتحقيق معدلات نمو أعلى ."

وفي سياق متصل، فإن الشركة التي تعتبر هذا الفرع الجديد "مجال تطوير استراتيجي"، أبرمت عقود إعادة تأمين، لاسيما مع شركة "تكافل لايف".

وبالنسبة للمخاطر الناشئة، لاسيما تلك المتعلقة بتغير المناخ والأمن السيبراني، أوضح السيد بن سعدي أن الشركة تقدم، منذ 2021، منتج إعادة تأمين يدعم المخاطر الإلكترونية في كل من السوق المحلية والدولية.

كما كشف ذات المسؤول أن الشركة، التي هي في طور تنفيذ "خطة التحول الرقمي"، أنشأت هياكل تنظيمية مخصصة للمخاطر الناشئة، بهدف تأمين وتحديث نظام المعلومات الخاص بها.



الجزائر-روسيا: علاقات متميزة مبنية على الصداقة والتعاون والشراكة الاستراتيجية

الجزائر - تميزت العلاقات الثنائية بين الجزائر وروسيا، على امتداد ستة عقود، بالتعاون المتواصل و الثقة المتبادلة و الشراكة الاستراتيجية و هي أسس ستعطيها زيارة الدولة التي سيقوم بها ابتداء من اليوم الثلاثاء ، رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، الى موسكو دفعا جديدا في خدمة البلدين الصديقين.

و تأتي زيارة الرئيس تبون لفيدرالية روسيا التي تدوم ثلاثة أيام، بدعوة من نظيره الروسي، السيد فلاديمير بوتين ، في إطار تعزيز التعاون بين البلدين الصديقين.

و خلال هذه الزيارة، سيشترك رئيس الجمهورية في أشغال المنتدى الاقتصادي الدولي بسان بطرسبورغ.

وتوطدت العلاقات بين البلدين ، اللذين وقعا سنة 2001 إعلان حول الشراكة الاستراتيجية، منذ انتخاب الرئيس تبون و ذلك من خلال الإتصال و التشاور المتواصل بين قائدي البلدين و زيارات عدة مسؤولين سياسيين و عدة وفود برلمانية و اقتصادية.

واتسمت العلاقات بين الجزائر وموسكو في السنوات الاخيرة بالكثافة والديناميكية وبدرجة عالية من التشاور حيث ظل الحوار بين البلدين نشطا لاسيما في قضايا دولية و اقليمية و تترجمها الاتصالات الهاتفية المتكررة بين الرئيس تبون ونظيره الروسي فلاديمير بوتين ،حيث كانت هذه الاتصالات بمثابة فرصة لتبادل الرؤى حول الوضع الدولي وملفات اقليمية الى جانب آفاق التعاون الطاقوي.

كما اتفق الرئيسان بمناسبة هذه الاتصالات على أهمية تبادل الزيارات الرفيعة المستوى، وهو ما تجسد فعلا على غرار زيارة وزير الخارجية الروسي، سيرغي لافروف الى الجزائر في مايو 2022 حيث اكد خلالها، عزم البلدين على تعزيز تعاونهما من خلال التوقيع على وثيقة جديدة تكون أساسا للعلاقات الثنائية، بالإضافة إلى الزيارات المتبادلة لمسؤولين عسكريين.

وشاركت الجزائر في نوفمبر 2021 بالمملكة العربية السعودية، في أشغال اجتماع مجموعة الرؤية والاستراتيجية "روسيا والعالم الاسلامي" كما شاركت أيضا في 2022 في اشغال الدورة الـ12 لهذه المجموعة بمدينة كازان، عاصمة جمهورية تاتارستان.

وقامت رئيسة المجلس الفيدرالي للجمعية الفيدرالية لروسيا فالتنينا ماتفيينكو في مارس الماضي بزيارة الى الجزائر، أكدت خلالها تأييد بلادها لرغبة الجزائر في الانضمام الى مجموعة "البريكس"، معتبرة ان الجزائر شريك موثوق ومهم جدا على مستوى القارة الإفريقية.

وفي سنة 2022 تم تنصيب مجموعتين برلمانيتين للصدقة الجزائر-روسيا على مستوى غرفتي البرلمان والتي تعد لبنة جديدة في دعم التعاون بين البلدين.

روسيا تدعم دور الجزائر المتوازن في القضايا الدولية والاقليمية

وعلى غرار العديد من العواصم، والهيئات والمنظمات الدولية والاقليمية والقارية، ظلت روسيا من أبرز الدول الداعمة للجهود الدبلوماسية للجزائر ودورها الريادي في حل القضايا الدولية والاقليمية عن طريق الحلول السلمية وتشجيع الحوار، وتجلي هذا الدعم بإشادة موسكو في اكثر من مناسبة بجهود الدبلوماسية الجزائرية بقيادة الرئيس عبد المجيد تبون لحل العديد من الازمات على غرار ازمة ليبيا التي تحرص فيها الجزائر على وحدة وسيادة هذا البلد.

كما اكدت موسكو في أكثر من مرة تطابق مواقف البلدين بخصوص العديد من القضايا والنزاعات لاسيما القضية الفلسطينية وقضية الصحراء الغربية التي يدعم فيها البلدان حق الشعب الصحراوي في تقرير مصيره وفق ما تقره الشرعية الدولية.

وفي هذا الاطار، أكد الرئيس الروسي، في 5 فبراير 2020، دعم بلاده للخط المتوازن الذي تتبعه الجزائر في الشؤون الدولية والإقليمية، مبرزا بالمناسبة انه يرى آفاقا جيدة لتعزيز التعاون والتنسيق الاقتصادي والعسكري- التقني من أجل تعزيز الاستقرار والأمن في شمال إفريقيا ومنطقة الصحراء والساحل.

وفي نفس السياق رحبت موسكو في 14 أكتوبر الفارط، بإعلان الجزائر المنبثق عن مؤتمر لم الشمل من اجل تحقيق الوحدة الوطنية الفلسطينية الذي انعقد بالجزائر تحت اشراف الرئيس تبون، كما أشادت بدور الجزائر في إبرام هذا الاتفاق الذي يفتح الطريق امام تحقيق الوحدة الفلسطينية.

كما ثمنت روسيا مخرجات القمة العربية الـ31 المنعقدة في الجزائر مطلع نوفمبر الفارط، مؤكدة وجود تقارب بين مخرجات هذه القمة ووجهة نظر موسكو، خاصة فيما يتعلق بالقضية الفلسطينية.

ومؤخرا هنأت روسيا الجزائر على انتخابها عضو غير دائم في مجلس الأمن للأمم المتحدة وأكدت أن هذا الحدث له أهمية كبيرة بالنسبة للدول العربية والقارة الافريقية وكل العالم، لافتة إلى زيادة الوزن

الدبلوماسي والاقتصادي للجزائر في عالم متعدد الأقطاب, سريع التغير, وكذلك جهودها لدعم السلام والأمن والعمل الهائل الذي تقوم به في سياق حل الأزمات في مالي وليبيا.

وفي الشق الاقتصادي, تنتظر الجزائر وروسيا العديد من فرص التعاون والشراكة الاقتصادية الجديدة الواعدة في مجالات مختلفة, خاصة في اعقاب الزيارات المتبادلة لرجال أعمال البلدين ومشاركتهم في العديد من المعارض والتظاهرات التي أقيمت بالجزائر وروسيا وما شكلته من فرصة للجانبين لبحث فرص الشراكة والاستثمار في عديد المجالات كصناعة السيارات والالكترونيك والصناعات الصيدلانية والفضاء الى جانب الطاقة والفلاحة وغيرها.

وكانت الدورة الـ10 للجنة الحكومية المشتركة بين البلدين للتعاون الاقتصادي والتجاري والعلمي والتقني عقدت اجتماعها في سبتمبر الفارط, وتم خلالها التأكيد على ضرورة تكثيف الاستثمارات المشتركة مع نقل التكنولوجيا والخبرة, لاسيما وان الجزائر قد شرعت في تنفيذ برنامج جديد للإنعاش الاقتصادي يرمي إلى استحداث اقتصاد قوي ومتنوع, خلاق للثروة والشغل, يولي أولوية لمشاريع الشراكة والاستثمار الأجنبي المباشر, مع الانفتاح على السوق الدولية خاصة في ظل الامتيازات التي توفرها الجزائر في قانون الاستثمار الجديد.



السيد بوغالي ينوه بقرارات مجلس الوزراء الأخير ذات الطابع الاقتصادي

الجزائر - نوه رئيس المجلس الشعبي الوطني, السيد ابراهيم بوغالي, اليوم الثلاثاء, بمخرجات مجلس الوزراء الأخير, سيما ما تعلق منها بالقرارات الرامية لتحقيق التنمية الاقتصادية للبلاد.

وفي هذا الصدد, أشاد السيد بوغالي, في جلسة عامة خصصت للتصويت على مشروع قانونين يتعلقان بالتقاعد وقائمة الأعياد الرسمية, بمخرجات مجلس الوزراء الأخير, مثنيا "ما تم فيه من قرارات متعلقة بالتوجه نحو تكريس الأشواط التي قطعت في كثير من المجالات والقطاعات, خاصة تلك التي لها علاقة بالإقلاع الاقتصادي تحقيقا للتنمية المستدامة."

كما نوه أيضا ب"النظرة الاستباقية لمواجهة كل أنواع الكوارث والحوادث والطوارئ", مؤكدا بأن الجزائر تعمل في هذا الإطار "وفق استراتيجية مدروسة وخارطة طريق واضحة المعالم."

واستطرد رئيس المجلس الشعبي الوطني قائلا: "ومما يثمن عاليا هذه النظرة الاستشرافية, كونها تتم في كنف أخلقة الحياة العامة وإشراك كل فئات المجتمع من أجل تبني السلوك الحضاري الرامي إلى بناء جزائر جديدة متأصلة, متشبثة بخصوصياتها ومتطلعة إلى مستقبل زاهر."

ولم يفوت من جهة أخرى الفرصة ليشيد بقرار رئيس الجمهورية, السيد عبد المجيد تبون, في مجلس الوزراء القاضي ب"تعميق العلاقات مع الجالية الجزائرية بالخارج وجعلها عبر التواصل الدائم معها, منخرطة ضمن الجهد الوطني المبذول."

كما تطرق السيد بوغالي إلى انتخاب الجزائر عضوا غير دائم في مجلس الأمن الدولي، مبرزا أن "إجماع المجتمع الدولي بتصويته لصالح الجزائر في هذا المجلس لعامي 2024-2025، يؤكد المكانة التي تحتلها الجزائر وثقة الجميع في مواقفها الثابتة ووقوفها إلى جانب أصحاب القضايا العادلة في سبيل عالم يسوده العدل والقيم الانسانية النبيلة، كما يؤكد أيضا نجاح الدبلوماسية الجزائرية التي عادت --مثلما قال-- بقوة بقيادة وتوجيه من الرئيس تبون".



المجلس الشعبي الوطني: المصادقة على مشروعى قانونى التقاعد والأعياد الرسمية

الجزائر - صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون يعدل ويتمم القانون رقم 83-12 المعدل والمتمم، المتعلق بالتقاعد ومشروع القانون المعدل للقانون رقم 63-278 الذي يحدد قائمة الأعياد الرسمية.

وجرت الجلسة العامة للتصويت على مشروعى القانونين التي ترأسها رئيس المجلس، ابراهيم بوغالي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، و وزير الصحة، عبد الحق سايجي، نيابة عن وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي، فيصل بن طالب.

وعقب التصويت، أكد السيد سايجي أن هاذين المشروعين "جاء تجسيدا لالتزامات السيد رئيس الجمهورية، الرامية إلى التكفل بانشغالات المواطنين، سعيا لتحقيق تطلعاتهم في العيش الكريم."

وأكد أن القانون المعدل والمتمم لأحكام المادتين 16 و 47 من القانون رقم 83-12 المتعلق بالتقاعد، يعد "خطوة أخرى في نهج سياسة العدالة الاجتماعية، وتحسين القدرة الشرائية للمتقاعدين، لا سيما، أصحاب الدخل الضعيف".

من جهة أخرى، أبرز الوزير أن القانون المعدل لأحكام المادة الأولى من القانون رقم 63-278 المتضمن تمديد العطلة المدفوعة الأجر الممنوحة بمناسبة عيدي الفطر والأضحى من يومين إلى ثلاثة أيام "سيمكن المواطنين من إحياء هاتين المناسبتين الدينيتين بأكثر أريحية بما يحقق مظاهر التراحم والتلاحم الاجتماعيين".

وبدوره أكد رئيس لجنة الصحة والشؤون الاجتماعية والعمل والتكوين المهني، خلاف رياض، أن التصويت على مشروع القانون المتعلق بالتقاعد يعد "تكريس للطابع الاجتماعي للدولة" ويندرج في إطار تعزيز قيم التضامن والحماية الاجتماعية.

وأضاف السيد خلاف أن تمديد مدة العطلة الخاصة بعيدي الفطر والأضحى إلى ثلاثة أيام يسمح ب"ترقية تشريع العمل بما يتوافق مع تقاليد التواصل الأسري وصلة الرحم ولم شمل العائلات في هذه المناسبات الدينية".

الصين: البنك المركزي يخفض أسعار الفائدة على القروض قصيرة الأجل

بكين, 13 يونيو 2023 (وأج)- خفضت الصين, اليوم الثلاثاء, أسعار الفائدة على القروض قصيرة الأجل للمرة الأولى منذ أغسطس الماضي, في مسعى لتنشيط الاقتصاد الذي يواجه تباطؤًا منذ بداية الربع الثاني من عام 2023.

يأتي هذا القرار "لتسهيل تدفق السيولة النقدية إلى الأسواق عبر تخفيف كلفة الاقتراض", بحسب ما أكده بنك الصين الشعبي (البنك المركزي).

وخفض البنك المركزي معدل إعادة الشراء العكسي لمدة 7 أيام بمقدار 10 نقاط أساس إلى 1.9 بالمائة, في أول خفض في المعدل منذ أغسطس 2022.

وأعقب القرار تراجع في سعر صرف اليوان الصيني إلى 7.17 أمام الدولار الأمريكي من 7 يوان, وسط مخاوف من تبعات سلبية على الاقتصاد جراء التباطؤ الاقتصادي. (وأج).



سوناطراك: انعقاد الجمعية العامة العادية



ترأس وزير الطاقة والمناجم، محمد عرقاب، الجمعية العامة العادية لشركة سوناطراك، بمشاركة وزير المالية لعزیز فايد، ومحافظ بنك الجزائر صالح الدين طالب، وممثل رئاسة الجمهورية رفیق بوكلية حسن، بحضور الرئيس المدير العام لمجمع سوناطراك توفيق حكار.

وحسب بيان لمجمع سوناطراك، فالاجتماع السنوي الذي جرى تنظيمه بمقر المديرية العامة لسوناطراك، شهد عرض الحصيلة السنوية لسنة 2022 والمصادقة عليها.

وشملت هذه الحصيلة محاور نشاطات الاستكشاف والإنتاج والاستثمار وكذا التسويق، بالإضافة إلى مناقشة الحسابات الاجتماعية لشركة سوناطراك والحسابات المدمجة لمجمع سوناطراك.



الكوارث الطبيعية تكلف الخزينة العمومية 35 مليار دينار سنويا

كشف مندوب المخاطر الكبرى بوزارة الداخلية والجماعات المحلية، عبد الحميد عفرة، أن أخطار الكوارث تكلف الخزينة العمومية ما يقارب 35 مليار دينار سنويا. ما يستوجب مراجعة شاملة للمنظومة التشريعية للمخاطر الكبرى.

وقال عفرة خلال نزوله ضيفا بالقناة الإذاعية الأولى، أن مشروع القانون الجديد المتضمن قواعد الوقاية والتدخل والحد من أخطار الكوارث. سيتيح التحول من مقارنة رد الفعل وتدبير الأزمة إلى مقارنة إستشرافية أكثر نجاعة وأقل تكلفة. مشيرا إلى أن قرار وضع مشروع قانون جديد يتعلق بمراجعة شاملة للمنظومة التشريعية للمخاطر الكبرى. جاء بعد سلسلة من الملتقيات والاجتماعات والنقاشات والتشاورات. بالتنسيق مع كل الفئات المعنية من باحثين جامعيين والمجتمع المدني، بالإضافة كذلك إلى القطاع الخاص وكل القطاعات الوزارية المعنية.

وتابع أن "العمل بدأ خلال شهر مارس 2021 بعد تنظيم ملتقى وطني شارك فيه أزيد من 300 خبير سمح بالخروج بالعديد من التوصيات. من أبرزها مراجعة قانون 04-20 المتعلق بالوقاية من الأخطار الكبرى وتسيير الكوارث في إطار التنمية المستدامة."

كما أضاف عفرة، أنه تم تنصب أيضا فوج عمل متكون من مختلف الخبراء، قاموا في البداية بإعداد مشروع أولي. يتمثل في مراجعة أحكام القانون المتعلق بالوقاية من الأخطار الكبرى. لكن في الأخير تقرر إعداد قانون جديد يتضمن 35 مادة جديدة."

كما أشار إلى أن القانون الجديد تم بالتشاور وبالتشارك وبمساهمة العديد من الخبراء. وبالمطابقة مع إطار سنداى الجديد، الذي أتى بمقاربة ورؤية جديدة تنتقل من تسيير وإدارة الكوارث إلى تسيير وإدارة خطر الكوارث بهدف التخفيف والحد من الأضرار.

مربع كبار القارة... هذه هي الدول الـ4 الأقوى اقتصاديا في إفريقيا ح.م

الصورة الرسمية لقمة الاتحاد الإفريقي الأخيرة بأديس أبابا

تتميز إفريقيا بشساعة مساحتها التي تتجاوز 30 مليون كيلومترا مربعا، وعدد سكانها الذي يتجاوز 1.4 مليار نسمة. بالإضافة إلى ثراء باطنها بالثروات والمعادن حيث تمتلك حوالي 30 % من الإحتياط الدولي في المعادن الخام. منها 40 % من احتياطي الذهب العالمي، و60 % من احتياطي الكوبالت العالمي، و90 % من احتياطي البلاتين.

إضافة إلى ثروات أخرى كالذهب والألماس، يزخر باطن القارة الإفريقية باحتياطات هائلة من المواد الطاقوية مثل الغاز، البترول، الفحم واليورانيوم.

ثراء باطنها جلب لها الإستعمار من طرف دول أوربية باحثة عن مواد أولية لصناعاتها. فبين 1850 و1914 تقريبا كانت كل القارة الإفريقية مستعمرة من قبل دول أوربية استعمارية.

اليوم تعرف اقتصاديات الـ55 دولة إفريقية التي تكون الإتحاد الإفريقي تفاوتات كبيرة. فمثلا في الوقت الذي بلغ فيه الناتج المحلي الإجمالي لنيجيريا عام 2021 أكثر 440 مليار دولار، كان الناتج المحلي الإجمالي لدولة بورندي في نفس العام، أكثر من ملياري دولار. أي ما يمثل 0.63 % الناتج المحلي الإجمالي لنيجيريا.

تفاوت في الإقتصاديات وعجز على تحقيق تكامل اقتصادي بين دول القارة، جعلها الأخيرة تبذل مساعي حثيثة في العشريات الأخيرة. سعيها منها لتحقيق التكامل وتنويع مصادر الدخل وذلك بإطلاق مشاريع استراتيجية كبرى في إطار المجموعة الإقتصادية الإفريقية.

المجموعة الإقتصادية الإفريقية تهدف إلى إنشاء منطقة تجارة حرة، اتحاد جمركي، سوق موحدة، بنك مركزي، وعملة موحدة.

ما هي أكبر اقتصاديات إفريقيا وما هي خصائصها؟ لتصنيف اقتصاديات الدول المعيار الذي يعتمد عليه هو الناتج المحلي الإجمالي، وهو ما يسمح بمعرفة حجم الإقتصاد ومعدل نموه. الناتج المحلي الإجمالي يمثل قيمة جميع السلع والخدمات النهائية المنتجة داخل دولة ما خلال فترة محددة.

حسب معطيات البنك الدولي لعام 2021، فأكبر أربع إقتصاديات في إفريقيا هي : نيجيريا بناتج محلي إجمالي يتجاوز 440 مليار دولار. تليها جنوب إفريقيا بناتج محلي إجمالي يتجاوز 419 مليار دولار، ثم مصر بناتج محلي إجمالي يتجاوز 404 مليار دولار. ورابعا تأتي الجزائر بناتج محلي إجمالي يتجاوز 163 مليار دولار.

بعد جائحة كوفيد والحرب الروسية الأوكرانية، تضررت الإقتصاديات الإفريقية مثلها مثل باقي الإقتصاديات في العالم، فعرفت ارتفاعا في البطالة وفي أسعار المواد الغذائية.

نيجيريا، أكبر اقتصاد في إفريقيا

بفضل كثافتها السكانية، ومواردها الطبيعية يأتي الاقتصاد النيجيري الأول في القارة الإفريقية. فبلغ الناتج المحلي الإجمالي لنيجيريا في 2021 ما قيمته 440 مليار و833 مليون دولار، وبمعدل ارتفاع بلغ 3.6% بعد أن عرف انكماشاً في 2020 بنسبة 1.8%.

مساحة نيجيريا تتجاوز 923 ألف كيلومتراً مربعاً. وهي البلد الأكثر سكاناً في القارة، حيث يبلغ تعداد سكانها في 2021 حسب إحصائيات البنك الدولي أكثر من 213 مليون نسمة، ما يجعل الناتج الإجمالي المحلي للفرد 2065.7 دولار.

القطاع الأكثر أهمية في الاقتصاد النيجيري هو البترول الخام. فتحتفظ نيجيريا بصدارة منتجي النفط في إفريقيا منذ عام 1979. وبلغ عام 2021 الإنتاج النفطي لنيجيريا 1.635 مليون برميل يومياً، أما احتياطات النفط المؤكدة نهاية 2021 كانت عند مستوى 36.91 مليار برميل.

ويشكل البترول حوالي 90% من صادرات نيجيريا. لكن عام 2022 عرف الاقتصاد النيجيري نمواً وعلى غير المتوقع بفضل قطاعات غير ببتروولية. قطاعات مثل الخدمات، الاتصالات، التجارة والزراعة.

وتعد الزراعة واحدة من أهم القطاعات الاقتصادية في نيجيريا، فتمثل ما نسبته 23.4% من الناتج المحلي الداخلي، وتوظف ما نسبته 35% من السكان. تمارس في معظمها في الجزء الجنوبي من البلاد الذي يتيح ظروفًا مناخية ملائمة.

القطاع الأخر الذي يساهم في اقتصاد نيجيريا هو قطاع السياحة. حيث تستقطب الحياة البرية النيجيرية والمناظر الطبيعية سواحا من وجهات مختلفة ما يدر على البلد عملة صعبة. وبلغ عدد السياح الذين زاروا نيجيريا في 2016 أكثر من 5 ملايين سائح.

الوقت المطلوب لإطلاق نشاط تجاري وإتمام الإجراءات لتشغيل شركة بشكل قانوني في نيجيريا هو 7 أيام.

وخصوصاً بعد كوفيد والحرب الروسية الأوكرانية، أصبحت نيجيريا تعاني من انتشار البطالة وارتفاع للتضخم. نيجيريا هي دولة مشاركة في حوار توسيع "بريكس".

جنوب إفريقيا، الاقتصاد الأسرع نمواً في القارة

بلغ الناتج المحلي الإجمالي لجنوب إفريقيا في 2021 ما قيمته 419 مليار و15 مليون دولار، وبمعدل نمو بلغ 4.9%. أما مساحتها فتتجاوز 1.22 مليون كيلومتر مربع.

أثناء الثمانينات كانت جنوب إفريقيا تطبق نظام الفصل العنصري بين الأعراق المختلفة التي تكون المجتمع الجنوب إفريقي. نظام تسبب بفرض عقوبات اقتصادية على البلاد كانت لها انعكاسات سلبية على اقتصادها.

وتم القضاء على نظام الأبارتايد ذلك بداية التسعينات، وإجراء أول انتخابات غير عنصرية في 1994. وبالتالي عملت حكومة جنوب إفريقيا آنذاك على إنعاش الاقتصاد الجنوب إفريقي وذلك بالقضاء على

مخلفات تلك العقوبات. فكانت مهمتها إضافة إلى إدماج الفئات المحرومة سابقا، إقناع رؤوس الأموال الأجنبية بدخول جنوب إفريقيا.

الوقت المطلوب لإطلاق نشاط تجاري وإتمام الإجراءات لتشغيل شركة بشكل قانوني في جنوب إفريقيا هو 40 يوما.

أصبح اليوم إقتصاد بلاد نيلسون مانديلا هو الثاني في القارة الإفريقية، والإقتصاد الأكثر تصنيعا وتطورا وتنوعا في القارة السمراء.

فتمتلك جنوب إفريقيا إمكانيات صناعية في مجالات عدة. منها الزراعة، التعدين، صيد الأسماك، إضافة إلى تصنيع المركبات وتجميعها، الأغذية، الاتصالات، والخدمات المالية والتجارية، تكنولوجيات المعلومات وغيرها من المجالات.

يبلغ تعداد سكان جنوب إفريقيا أكثر من 59 مليون نسمة، ما يجعل الناتج الإجمالي المحلي للفرد 7055 دولار.

بالرغم من التحسن الذي تعرفه حياة الجنوب إفريقيا إلا أن ذلك التقدم عرف ركودا خصوصا بعد جائحة كوفيد، كما أن التحديات الاجتماعية والإقتصادية تفاقمت بسبب ارتفاع أسعار الوقود والغذاء.

كما أن نقص الإمدادات بالكهرباء وانقطاع التيار الكهربائي الذي يصل أحيانا إلى 9 ساعات يوميا، تقيد النمو الإقتصادي في جنوب إفريقيا.

جنوب إفريقيا هي الدولة الإفريقية الوحيدة العضو في كل من مجموعة "بريكس" الساسية والإقتصادية التي تضم الدول صاحبة أسرع نمو إقتصادي في العالم. وهي عضو أيضا في مجموعة العشرين، المنتدى الدولي الذي يجمع حكومات ومحافظي البنوك المركزية من 20 دولة والإتحاد الأوروبي.

مصر، همزة وصل بين إفريقيا وآسيا

دولة عريقة بتاريخها، وتمتد على الركن الشمال الشرقي لإفريقيا والركن الجنوبي الغربي من آسيا. بلغ الناتج المحلي الإجمالي لمصر في 2021 ما قيمته 404 مليار و142 مليون دولار، وبمعدل نمو بلغ 3.3 %.

مساحة مصر تتجاوز 1.002 مليون كيلومترا مربعا، أما تعداد سكانها يبلغ 109 مليون نسمة، ما يجعل الناتج الإجمالي المحلي للفرد 3698.8 دولار.

بالرغم من أنها تعاني من صدمات إقتصادية في الفترة الأخيرة إلا أنها تعد ثالث اقتصاد في إفريقيا. ففي ظل ارتفاع أسعار الفائدة في الإقتصاديات المتقدمة وبسبب الصراعات الجيوسياسية المحتملة في الآونة الأخيرة، تعرف الأسواق الناشئة، ومنها مصر، خروجاً واسعاً لرؤوس الأموال. وهو ما ألحق أضرارا بالغة بمصر بسبب ذلك.

الوضعية التي دفعت بمصر لاتخاذ تدابير لضبط أوضاعها، وتعزيز دور الدولة في خلق مناخ مشجع للنشاط الإقتصادي الذي يقوده القطاع الخاص.

الوقت المطلوب لإطلاق نشاط تجاري وإتمام الإجراءات لتشغيل شركة بشكل قانوني في مصر هو 13 يوما.

مصر هبة النيل..

أهم القطاعات الاقتصادية في مصر هي : الزراعة، ولنهر النيل وضافه دور كبير فيها. هو ذو أهمية كبيرة في تحقيق الأمن الغذائي، كما يوفر 21.1 % من اليد العاملة. كذلك يساهم في الإقتصاد المصري قطاع المحروقات. فتجني مصر حوالي 500 مليون دولار شهريا من صادرات الغاز الطبيعي، رقم تسعى لرفعه ليبلغ مليار دولار. فإضافة لاستكشافات حقول جديدة التي تقوم بها، قامت بوضع خطة لترشيد استهلاك الكهرباء وذلك من أجل السماح بتصدير كميات أكبر.

واحد من أهم القطاعات التي تدعم نمو الإقتصاد المصري هو قطاع البناء والصناعات المعدنية. فتعتبر مصر ثاني أقوى سوق في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، وتتوقع مصر أن تمتلك أكبر قطاع للتشييد والبناء في المنطقة بأكملها بقيمة تتجاوز 89 مليار دولار.

الإتصالات وتكنولوجيا المعلومات كذلك واحد من دعائم الإقتصاد المصري. فبلغ معدل نموه عام 2021 نحو 16.1 % حسب الحكومة المصرية. وهو القطاع الذي جاء في المقدمة من حيث عدد الصفقات وقيمتها في إطار نشاط الاستحواذ والاندماج في الشرق الأوسط وشمال أفريقيا خلال النصف الأول من 2022.

القطاع الآخر المهم في الإقتصاد المصري هو السياحة. لكنه يعرف مؤخرا انهيارا بعد أزمة كوفيد ثم الأزمات الجيوسياسية في العالم. وقد زار مصر حسب آخر إحصائيا للبنك الدولي أكثر من 13 مليون سائح.

ويتوقع البنك الدولي أن تتضرر بيئة الإقتصاد الكلي في مصر خلال السنوات 2022، 2023، 2024 كنتيجة للصدمات العالمية المترامنة لكنه سيبدأ بعد ذلك بالتحسن. ومصر هي دولة مهتمة بعضوية “بريكس”.

الجزائر، تقدم اقتصادي وبشري

بلغ الناتج المحلي الإجمالي للجزائر في 2021 ما قيمته 163 مليار و44 مليون دولار، وبمعدل نمو بلغ 3.5 %. مع تعداد سكان يقدر بأكثر من 44 مليون نسمة، يصبح الناتج الإجمالي المحلي للفرد 3690.6 دولار.

الجزائر هي أكبر بلد في القارة الإفريقية بمساحة تتجاوز 2.382 مليون كيلو مترا مربعا يعتبر قطاع المحروقات هو العمود الفقري للإقتصاد الجزائري، وتعد شركة سوناطراك الحكومية وهي عملاق النفط الجزائري قاطرة الإقتصاد الجزائري وأهم شركة في إفريقيا.

ويمثل قطاع المحروقات ما نسبته 19 % من الناتج المحلي الإجمالي للجزائر و93 % من الصادرات، ما يجعل أسعار الغز والذهب الأسود تؤثر كثيرا في الإقتصاد الجزائري.

وتعد الجزائر أول مصدر إفريقي للغاز الطبيعي، وتمتلك احتياطات من الغاز بغلت مع نهاية 2022 نحو 4.5 تريليون مترا مكعبا. وتحاول الجزائر تنويع مصادرها وذلك بتشجيع قطاعات الفلاحة، والصناعات التحويلية وقطاع الخدمات.

أثناء السنوات الـ 20 الأخيرة، وبفضل ارتفاع أسعار النفط تمكنت الجزائر من إحراز تقدم من الناحية الاقتصادية والبشرية. فقامت بتصفية ديونها الخارجية مع عام 2008، واستثمرت في إنجاز البنى التحتية، وانتهاج سياسات اجتماعية (سكن اجتماعي، منح بطالة، تمويل مشاريع الشباب...) ما ساهم في محاربة الفقر وتحسين حياة المواطنين.

تحسّن جودة حياة المواطنين رفع من معدل أمد الحياة ليلغ 76 سنة حسب معطيات البنك الدولي عام 2021.

بلغت قيمة احتياطات الصرف ما قيمته 61.7 مليار دولار نهاية 2022، وهو مبلغ يكفي لتغطية حوالي 16.3 شهرا من واردات السلع والخدمات.

منذ 2020 وضعت الحكومة الجزائرية قوانين جديدة في مجالات المحروقات، الإستثمار، الشراكة بين القطاع العام والخاص إضافة إلى القرض والنقد. سياسات تريد بها الحكومة تشجيع القطاع الخاص من أجل تنويع الإقتصاد خارج المحروقات وخلق مناصب شغل خصوصا وأن المجتمع الجزائري مجتمع شاب.

كما قامت الحكومة الجزائرية أيضا بوضع قيود على الإستيراد وذلك لتقليل النفقات ولتشجيع المنتجات الوطنية.

الوقت المطلوب لإطلاق نشاط تجاري وإتمام الإجراءات لتشغيل شركة بشكل قانوني في الجزائر هي 18 يوما.

هذا دون إهمال قطاع المحروقات، حيث رصدت مع بداية 2023، استثمارات ضخمة للبحث والإستكشاف عن حقول جديدة لرفع الإنتاج وزيادة الإحتياطات بالإضافة إلى التكرير. وقد تقدمت الجزائر بطلب عضوية "بريكس" عام 2022.



ضمن مقترحات تعديل القانون لصالح فئة 5 سنوات عمل

رفع منحة التقاعد إلى 85 بالمائة من الأجر الأدنى

نواب المجلس الشعبي الوطني، تعديلا على نص مشروع قانون يُعدل ويتم قانون التقاعد الجديد، وذلك برفع منحة التقاعد إلى 85 بالمائة بدلا من 75 بالمائة من الأجر الوطني الأدنى المضمون، وذلك بالنسبة للأشخاص الذين استوفوا سن 60 عاما واشتغلوا فقط لمدة 5 سنوات.

يصوت نواب الغرفة السفلى للبرلمان، الثلاثاء، على مشروع قانون يعدل ويتمم قانون التقاعد الجديد، الذي تضمن تعديلا واحدا فقط تقدم به 10 نواب، والمتضمن رفع منحة التقاعد إلى 85 بالمائة بدلا من 75 بالمائة بالنسبة للجزائريين الذين اشتغلوا فقط 5 سنوات طويلة حياتهم، وذلك في إطار تحسين الوضعية المعيشية لهؤلاء.

واعتبر النواب في نص التعديل المُقترح على المشروع، والذي اطلعت "الشروق" عليه، أن القرار الأخير الذي اتخذته رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون بتاريخ 2 ماي المنصرم والقاضي بتكريس عنايته واهتمامه بالفئات الهشة من المجتمع، وذلك بتأسيس منحة التقاعد ورفعها من مبلغ 3000 دينار إلى 15 ألف دينار جزائري أي ما يمثل 75 بالمائة من الأجر الوطني الأدنى المضمون المقدر بـ 20 ألف دينار جزائري، هو قرار صائب ويوفر العيش الكريم لبعض المواطنين. وأضاف أصحاب التعديل، أن هؤلاء العمال اشتغلوا على الأقل 5 سنوات باشتراكات ثابتة، وبالتالي فإن المبلغ المُتحصل عليه والذي لا يفوق 15 ألف دينار جزائري يبقى ضئيلا، وعليه فمن الضروري -حسب أصحاب المقترح- رفع منحة التقاعد إلى 85 بالمائة من قيمة الأجر الوطني الأدنى المضمون، لتصل منحة التقاعد 17 ألف دينار عوضا عن نسبة 75 بالمائة التي تمثل فقط 15 ألف دينار، مما يعني زيادة بمبلغ يقدر بـ 2000 دينار جزائري، والتي تمثل عرفانا من المجتمع الجزائري لهؤلاء المتقاعدين الذين هم في وضعية اجتماعية هشة.

ووفق التعديل، تُعرض المادة 47 من نص المشروع الجديد للتصويت من قبل النواب على الشكل التالي: "تؤسس منحة التقاعد لصالح العمال البالغين سن 60 سنة على الأقل، والذين لا يستوفون في هذه السن شرط مدة العمل وبإمكانهم إثبات 5 سنوات أو عشرين ثلاثيا بما فيها السنوات المعتمدة، في إطار لا يمكن أن يقل المبلغ السنوي لمنحة التقاعد عن 85 بالمائة من المبلغ السنوي للأجر الوطني الأدنى المضمون، ويكون الفرق بين الامتيازات الناتجة عن السنوات المعتمدة بعنوان منحة التقاعد والمبلغ الأدنى المذكور على عاتق الدولة".

وحسب نص المادة 2 من مشروع القانون المعدل، فإن مفعول هذا **القانون** يسري ابتداء من أول جانفي سنة 2024، وتشكل هذه الإجراءات الجديدة حسب النص الجديد مكسبا معتبرا لفئة لمتقاعدين من ذوي الدخل الضعيف، وستساهم -يضيف المصدر ذاته- في تلبية احتياجات هذه الفئة الهشة من المتقاعدين بتحسين قدرتهم الشرائية.

ويستأنف المجلس الشعبي الوطني بداية من الثلاثاء أشغاله بعقد جلسة عامة تخصص للمصادقة على الحكم محل الخلاف في المادة 22 من نص القانون العضوي المتعلق بالاعلام، ثم التصويت على مشروع يعدل قائمة الاعياد الرسمية وكذا مشروع قانون يعدل قانون التقاعد، كما ستخصص الفترة المسائية لمناقشة مشروع قانوني تنظيم مهنة المحضر القضائي وحماية أراضي الدولة.

"الشروق" تنشر أهم مضمين مشروع القانون التمهيدي للتأمينات:

تعويضات جديدة لأصحاب السيارات وضحايا حوادث المرور!

تُحضّر الحكومة لإقرار إجراءات جديدة لضبط سوق التأمين، عبر مشروع قانون تمهيدي يتعلّق بالتأمينات مُتواجد على طاولة الأمانة العامة للحكومة. ويُكرّس النص الجديد التأمين التكافلي المطابق للشريعة الإسلامية، ويعتمد بيع عقد التأمين عبر الأنترنت لأول مرة، وتنظيم المنافسة، مع إلزامية التأمين ضدّ الحرائق للمتعاملين الاقتصاديين العموميين والخواص، ناهيك عن تحديد كفاءات ومعايير تعويض أصحاب السيارات ضحايا حوادث المرور بوضوح.

والمشروع التمهيدي للقانون المتعلّق بالتأمينات الذي اطلعت "الشروق" على مضمونه، يتكون من 5 أبواب، تشمل كل الجوانب المرتبطة بعقد التأمين والتأمينات الإلزامية والتأمين التكافلي، وتأمين القرض عند التصدير ومخصّص لتنظيم ورقابة نشاط التأمينات، ويهدف هذا المشروع إلى تأسيس سلطة مستقلة مخصّصة أساسا للضبط والإشراف على التأمينات على مستوى وزارة المالية، تحلّ محل لجنة الإشراف على التأمينات.

وتحلّ سلطة الضبط محل لجنة الإشراف على التأمينات الحالية، وتتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلالية المالية، كما أن خيار السلطة المستقلة يرمي إلى تعزيز مبدأ الحيادية وذلك بوضع تباين بين مهام الدولة الضابطة والمراقبة ومهامها على مستوى السوق الجزائرية للتأمينات، باعتبارها مساهما وحيدا في شركات التأمين العمومية، ويهدف هذا الخيار من جهة أخرى، إلى منح سلطة الضبط الوسائل البشرية، المادية والمالية الضرورية لتأطير أمثل لهذا القطاع الخدماتي، وهذا بالنظر إلى عدّة تجارب أجنبية. ويتضمّن المشروع إدخال إجراءات جديدة لتكريس التأمين التكافلي كنموذج جديد للتأمين، يخضع لمبادئ الشريعة الإسلامية، ويرمي إلى تعزيز تطوّر السوق الجزائرية للتأمينات من خلال اعتماد نماذج للتأمين، والاستجابة للطلب المتزايد من قبل المتعاملين الراغبين في ممارسة نشاط التأمين على هذا الشكل، ووضع تحت تصرّف البنوك دعامة تأمينية لتطوير منتجات مصرفية بديلة، وبدأ العمل بهذا النظام عقب اعتماد شركتين للتأمين التكافلي واعتماد 4 نوافذ تكافل ونافذة لإعادة التكافل.

إلزامية **تأمين** **البضائع** **والمواد** **المستوردة**
كما يقوم القانون على إدخال بيع منتجات التأمين عن بعد، قصد تعزيز رقمنة قطاع التأمينات، من خلال بيع عقود التأمين عبر الأنترنت وإعادة إدخال إلزامية التأمين عن البضائع ومواد التجهيز المستوردة

المنقولة جواً أو بحراً لدى شركة تأمين معتمدة في الجزائر، باستثناء تلك المستفيدة من تمويل خاص أو المدرجة ضمن عمليات خاصة والتي ستحدّد عبر التنظيم، وتوسيع إلزامية التأمين عن الحريق إلى كلّ المتعاملين الاقتصاديين عموميين كانوا أو خواص، ويهدف هذا الإجراء إلى تعزيز حماية الاقتصاد الوطني.

كما يتضمّن مشروع القانون، إدخال تأمين الفضاء وإلزام شركات التأمين بوضع نظام رقابة داخلية، يهدف إلى تحديد تقييم وتسيير ومتابعة المخاطر، وإلزام شركات التأمين بوضع نظام مكافحة تبييض الأموال ووضع الأساس القانوني لمكافحة الغش في التأمين قصد تأطير هذا النشاط الذي يعرف فراغاً قانونياً.

صندوق ضمان للسيارات وهذه معايير تعويض الضحايا

وفي مجال التأمين على السيارات، ينصّ مشروع القانون على ضرورة تسبيق شركات التأمين للتسوية الودية قبل اللجوء للعدالة، وهذا باقتراح على المؤمن لهم تعويضاً يحدّد بناء على نظام التعويضات الملحق لهذا القانون، كما أنه فيما يخص التأمين على السيارات تم إدخال بعض التعديلات على جدول تعويض الأضرار الجسمانية الملحق لهذا القانون.

وفي مجال السيارات أيضاً، تم استبدال الصندوق الخاص بالتعويض بصندوق ضمان السيارات، كما تم اختيار تسمية "وسيط التأمين" عوض "سمسار التأمين".

وفيما يخص نظام التعويضات الممنوحة لضحايا حوادث المرور الجسمانية أو لذوي حقوقهم في تأمين السيارات، فتتمثّل معايير التعويض في الدخل المرجعي والذي يجب أن لا يتجاوز 8 مرات الأجر الوطني المضمون عند تاريخ الحادث، مع العلم أن المداخل التي تؤخذ بعين الاعتبار تكون صافية من الضرائب، ويشمل ذلك الأجر أو معاش التقاعد أو أي دخل عن النشاط المهني.

وأيضاً قيمة النقطة الاستدلالية التي تزيد بـ 10 عن كل شطر من الدخل بالغ 500 دينار، ورأس المال التأسيسي وهو ضرب قيمة النقطة الاستدلالية لشطر دخل الضحية في مائة والريع.

أما فيما يتعلّق بطريقة حساب التعويض، فتكون حسب حالة الضحية المصابة، وهي العجز الدائم، الجزئي أو الكلي، والعجز المؤقت عن العمل والمصاريف الطبية والصيدلانية وأجهزة التبديل ومصاريف المساعدة الطبية والاستشفائية ومصاريف مساعدة الغير، والضرر الجمالي وضرر التألم وضرر الترفيه ومصاريف النقل ومصاريف تجهيز سيارة الضحية، وذلك تحت رقابة هيئة معتمدة.

أما بالنسبة لحالة الضحية المتوفاة، فيتم مراعاة الضرر الاقتصادي ومصاريف الجنازة والضرر المعنوي، والحالات الاستثنائية والتي يتمّ التعويض فيها وفق القواعد المطبقة في مجال الضمان الاجتماعي.

FORUM ÉCONOMIQUE DE SAINT-PÉTERSBOURG

Explorer les opportunités de coopération économique et commerciale

Le Forum économique international de Saint-Petersbourg, s'impose comme étant un rendez-vous incontournable pour les pays qui espèrent émerger leur économie et développer leur commerce, ainsi trouver un palace dans un monde auquel sont confrontés les marchés émergents et ce des grandes puissances. Organisé du 14 au 17 juin de cette année sous les auspices du président de la Russie, l'événement offrira aux participants une plateforme d'interaction commerciale et permettra aux décideurs de promouvoir des projets et des initiatives dans le domaine des affaires et de traiter des questions économiques auxquelles sont confrontés les marchés émergents et le monde en général. Dans son message de bienvenue aux participants publié hier, sur le site internet du Kremlin, le président russe a souligné l'importance de se concentrer sur la réalisation de la souveraineté technologique et financière et la réduction des inégalités et de la pauvreté. Vladimir Poutine a également appelé à tirer le meilleur parti des opportunités disponibles. La participation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à ce Forum qui accueillera plus de 1.700 participants, dont des entrepreneurs internationaux venus de 33 pays, vise à poser de nouveaux jalons dans les relations algéro-russes, notamment dans les domaines économique et scientifique. La visite du chef de l'Etat qui s'étalera jusqu'au 16 juin prochain est aussi une occasion de renforcer le partenariat stratégique entre les deux pays, à la lumière de l'élection de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Selon Hacène Kacimi, politologue et expert des questions géopolitiques, "la présence du président de la République à ce rendez-vous constitue une visite officielle importante qui est programmée depuis plus d'une année". Cette visite de haut niveau, poursuit-il, intervient dans une conjoncture assez particulière au vu de ce qui se passe actuellement en Europe de l'Est et le conflit en Ukraine. "Cette participation, qui a de nombreux objectifs, sera d'abord une rencontre de fraternité et d'amitié entre les deux Présidents, sachant

que les relations entre l'Algérie et l'URSS avant sa dissolution sont lointaines dans l'histoire", estime Kacimi, soulignant que "l'Algérie est un partenaire de longue date sur le plan économique et commercial de la Russie avec laquelle elle devrait certainement beaucoup échanger pour le renforcement de leur partenariat". La Russie étant l'un des pays qui soutiennent l'adhésion de l'Algérie aux Brics (Brésil, Russie, Indes, Chine, Afrique du Sud, ndlr), les discussions entre les deux chefs d'Etat pourraient, selon le politologue, "s'étaler pour toucher la candidature de notre pays qui aspire à rejoindre cette organisation". Tout compte fait cependant, "l'Algérie demeure un pays non aligné et refuse de s'impliquer dans la confrontation actuelle qui oppose les différentes parties", précise le politologue, avant de revenir sur le poids qu'occupe l'Algérie dans la sphère géopolitique. Il en veut pour preuve la visite à Alger du haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. Josep Borrell avait, rappelle-t-il, "formulé une requête officielle à l'issue de sa rencontre avec le président de la République, à ce que l'Algérie s'implique davantage dans le dossier ukrainien".

NOUER DE NOUVEAUX PARTENARIATS ÉCONOMIQUES

Cela explique, selon Kacimi, que "l'Union européenne souhaite voir Alger, qui a observé une position de neutralité plaçant pour un règlement pacifique de la crise, intervenir pour sortir de cette impasse et mettre fin à ce conflit". Pour cet expert en géopolitique et directeur, également, chargé de la migration au ministère de l'Intérieur, "la participation en personne du président de la République à cette mission a une importante portée diplomatique où il tentera d'intervenir en tant que médiateur, sachant que l'Algérie a déjà fait ses preuves sur de grands dossiers en matière de règlement des conflits de manière pacifique et diplomatique". "D'autres questions géopolitiques, en relation avec la paix, la sécurité dans la région du Sahel et sur tout le continent africain, ainsi que la sécurité en

Méditerranée seront probablement aussi soulevées à l'occasion de ce Forum", a indiqué Kacimi pour qui "la question de la réforme du Conseil de sécurité pourrait, elle aussi, figurer à l'ordre du jour des discussions entre les deux parties après l'élection brillante de l'Algérie comme membre non permanent à cette institution". Et puis, atteste-t-il, "l'Algérie qui est porteuse dans son agenda d'un certain nombre d'objectifs est capable d'intervenir grâce à sa diplomatie prospective et de réconciliation pour éviter le pire dans cette région du monde, d'autant plus que la situation devient de plus en plus insoutenable aussi bien pour l'économie européenne qu'américaine". Farid Kourtel, expert international en économie et affaires administratives, aborde dans le même sens. Pour lui, "la participation au Forum économique international de Saint-Petersbourg est d'une grande importance au regard du nombre d'hommes d'affaires participants et de grandes entreprises multinationales, en plus des responsables et des chefs d'Etat de nombreux pays". La présence de l'Algérie, note-t-il, est plus que nécessaire, notamment après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les investissements et les facilités accordées aux investisseurs nationaux et étrangers, ainsi que l'ouverture des zones franches. "La présence du président de la République à ce Forum est à même de mettre en relief cet important volet de la politique gouvernementale de développement économique", a-t-il relevé. Selon l'économiste, "c'est une opportunité pour l'Algérie de clarifier devant les grandes entreprises le nouveau cadre juridique et institutionnel de l'acte d'investir en Algérie qui consacre les principes de la liberté d'investir, de transparence et d'égalité dans le traitement des investissements". Il faut reconnaître, dit-il, que "beaucoup d'opérateurs économiques ignorent jusqu'à présent le climat des affaires en Algérie, sauf à travers quelques données vulgarisées par certaines organisations". C'est pourquoi, estime l'expert, "la présence du chef de l'Etat est à même de donner notamment au niveau des rencontres bilatérales une forte impulsion à cette dynamique qui sera certaine-



ment mieux défendue à ce niveau de représentativité". Ce qui devrait contribuer, selon lui, "à nouer de nouveaux partenariats économiques lors de cet événement qui est de nature économique et politique".

L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU MONDE

Lors d'un discours au Forum économique de Saint-Petersbourg, le président russe a notamment reproché à la classe dirigeante de certains Etats occidentaux de vivre dans l'illusion d'une domination politique et économique du monde - désormais révolue. S'exprimant tout à la fois sur des sujets économiques, politiques, environnementaux ou encore géopolitiques en juin 2022 lors de la session plénière Forum économique de Saint-Petersbourg, Vladimir Poutine a souligné l'émergence d'un nouveau monde, dans lequel les Occidentaux n'occuperaient plus une place centrale. "Il s'agit de processus objectifs, de changements vraiment révolutionnaires, tectoniques dans la géopolitique, l'économie mondiale, la technologie, dans tout le système des relations internationales où croît le rôle de pays et de régions dynamiques et prometteurs, dont les intérêts ne peuvent pas être ignorés", a ainsi déclaré Vladimir Poutine. Or, selon le dirigeant russe, "il semble que les élites dirigeantes de certains pays occidentaux se bercent de telles illusions, ne veulent pas remarquer des choses évidentes en s'accrochant obstinément aux ombres du passé." Le chef d'Etat

prend pour exemple l'idée, trompeuse à ses yeux, selon laquelle "la domination de l'Occident dans la politique et l'économie mondiale est une constante éternelle". Cette vision des choses, considère-t-il, pousse certains dirigeants occidentaux à des comportements impériaux sur la scène internationale : "Pour eux, tout le reste est la périphérie, leur arrière-cour, ils les traitent toujours comme des colonies, alors que les peuples qui y vivent sont considérés comme des gens de deuxième classe, car ils s'estiment comme exceptionnels. [...] Cela explique leur désir irrésistible de punir, d'écraser économiquement ceux qui ne leur correspondent pas et ne veulent pas leur obéir aveuglément". Les dirigeants russes accusent régulièrement les Occidentaux de faire de l'ingérence dans les affaires de pays souverains, au nom notamment des droits de l'Homme, via des interventions militaires (en Irak 2003, en Libye en 2011...) ou des sanctions économiques. Les Occidentaux accusent de leur côté la Russie d'avoir violé la souveraineté territoriale de l'Ukraine, en rattachant la Crimée en 2014 (via un référendum non reconnu par Kiev et les Occidentaux) et en lançant une vaste opération militaire fin février 2022. Cette offensive est justifiée, selon Vladimir Poutine, notamment par la nécessité de protéger les populations du Donbas d'un "génocide" de la part des militaires et combattants nationalistes ukrainiens.

R.I.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ALGÉRO-RUSSE LES ENTREPRISES S'IMPLIQUENT

L'Algérie cherche à consolider davantage la coopération économique avec ces partenaires. Les relations algéro-russes comptent parmi les plus fructueuses. Elles sont historiques, pérennes et empreintes de respect mutuel. Elles sont appelées à se renforcer durablement sur le plan économique.

Trois préoccupations sous-jacentes à la volonté d'approfondir la coopération et le partenariat entre les deux parties sont perceptibles. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont en progression. Des contacts entre opérateurs économiques sont régulièrement organisés pour nouer des relations d'affaires dans différents secteurs. C'est dans ce cadre qu'un forum d'affaires s'est tenu à Alger, début de ce mois de juin, entre opérateurs économiques algériens et une délégation composée d'une trentaine d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprises russes.

Selon le communiqué de l'ambassade russe à Alger, la délégation était composée de 5 grandes sociétés spécialisées dans le secteur industriel, ainsi que de représentants de différents secteurs d'activités industrielles et de services. Ce forum s'est tenu suite à une visite d'une délégation russe en Algérie en mars dernier et qui a été marquée par la signature d'un mémorandum d'entente entre la wilaya d'Alger et la ville de Moscou, dont l'objectif est d'établir une coopération et un partenariat dans plusieurs domaines ainsi que l'échange d'expérience.

Interrogé par *El Moudjahid* sur la coopération algéro-russe, Ivan Nalitch, chef de mission économique russe en Algérie, a indiqué qu'il existe une volonté d'approfondir la coopération effective entre l'Algérie et la Russie, particulièrement dans des secteurs visés comme l'énergie et les hydrocarbures, ainsi que les technologies de l'information et de la

communication. L'orateur a précisé qu'un travail se fait actuellement pour inciter les sociétés russes à venir investir en Algérie.

Il a précisé, cependant, que la faiblesse des investissements russes dans le pays est due surtout à de nombreuses contraintes de type bureaucratique. Le chef de la mission économique russe espère que des mesures seront prises pour faire bénéficier les Algériens de leur expérience et surtout de booster les exportations de part et d'autre, ainsi que la coopération au sens large.

Concernant le forum organisé à Alger, il a indiqué qu'une convention a été signée officiellement entre une société russe et une entreprise algérienne. D'autres contrats suivront après la poursuite des discussions entre partenaires. Néanmoins la contrainte des paiements, notamment l'avance de 30%, représente l'une des raisons qui freine la progression des échanges commerciaux entre les deux pays, a-t-il relevé.

S'agissant du mémorandum d'entente qui a été signé entre Alger et Moscou, en mars dernier, portant sur l'évolution de la ville et la numérisation, de nombreux points sur la gestion des espaces publics, la gestion du trafic routier, les services à la population ont été retenus. Dans ce contexte, M. Ivan, a indiqué que Moscou a énormément d'expérience technique et technologique en matière de gestion des espaces publics, pour faciliter les prestations de services (école maternelle, retrait de documents officiels...), en faveur de la population, et ambitionne de faire bénéficier la partie algérienne de son expérience dans ce domaine, afin de booster le développement et l'évolution de la gestion de la ville d'Alger.

Samia Boulahlib

Préservation des terres agricoles **La création d'un marché du foncier s'impose**

«Le problème de la durabilité, c'est la taille des exploitations agricoles. Nous n'arrivons pas à mettre en œuvre des stratégies durables qui préservent la nature et les ressources, dont le sol est la ressource la plus vulnérable, le support de tout développement agricole, de sécurité alimentaire et de souveraineté nationale», a déclaré, hier, Mohamed Yazid Hambli, président de la chambre nationale d'agriculture, sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale.

R. N.

L'intervenant explique que lorsqu'il est question de «terre agricole», il faut prendre en compte «la totalité de la superficie» qu'elle soit «du domaine privé ou public». «Pour l'Etat, la terre c'est la production agricole. Quelle que soit sa nature. Il faut donc préserver tous types de terres, y compris les terres 'melk', car le propriétaire a le droit d'usage, c'est tout. L'Etat a le droit de regard sur les terres parce qu'il s'agit d'un outil de production». A ce propos, il rappelle que sur les 2 millions de terres agricoles, les terres «melk» «représentent près de 70% de cette superficie», d'où la nécessité d'une «véritable stratégie de développement et de préservation des terres en termes de réglementation». «Je pense qu'il faut aller vers la création du marché du foncier en Algérie. Il n'y a pas de transactions. Et quand elles existent, sur les terres 'melk', elles sont loin du contrôle de l'Etat. Alors que c'est nécessaire pour la gestion et la préservation des terres agricoles», ajoute l'intervenant. M. Hambli cite l'expérience des Pays-Bas qui «ont dépensé des milliards d'euros pour gagner des terres agricoles sur la mer». «Nous avons un patrimoine à préserver et à moindre coût. Alors que des Etats dépensent beaucoup d'argent

pour créer de la terre», dit-il encore, tout en insistant sur l'idée de «création du marché foncier agricole». Selon l'intervenant, la porte d'une «gestion durable» du foncier agricole est la réglementation. «Le grand problème de la gestion durable c'est le morcellement. Plus de 80% de nos exploitations agricoles ont une taille inférieure à 8 hectares. Voilà pourquoi on ne peut pas parler de stratégie de développement et de préservation. Parce que la taille est très importante. Pour appliquer une agriculture durable et revenir à une agriculture ancestrale qui préserve les ressources, mais avec des outils modernes, nécessite une augmentation de la taille des exploitations», note l'intervenant. Outre le «droit de regard» de l'Etat sur les terres agricoles privées (de type melk ou arch), le président de la chambre nationale d'agriculture affirme aussi la nécessité de «la restauration et la gestion des parcours steppiques parce qu'il s'agit d'un écosystème très fragile et qu'il faut préserver absolument par une véritable stratégie». Dans cette stratégie, il préconise de trouver des solutions au «morcellement de terres 'melk' qui ne permet pas une exploitation rationnelle ni d'appliquer l'itinéraire technique comme la rotation». D'où la nécessité, dit-il, «d'augmenter la taille des exploitations».

PROJECT
SYNDICATE



AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

POUR

Le Quotidien

2023

AUTOUR DU MONDE

Une mondialisation fragmentée

CAMBRIDGE – Pendant trente ans, les entreprises et les États du monde entier ont fonctionné sur la base de l'hypothèse selon laquelle la mondialisation économique et financière conserverait un rythme soutenu. L'ordre international étant cependant mis à mal depuis quelques années, le concept de démondialisation – la dissociation entre commerce et investissement – gagne en dynamique au sein des ménages, des entreprises et des gouvernements. Or, comme le révèlent les données disponibles, nous assistons davantage à un changement dans la mondialisation qu'à la fin de celle-ci.



PAR MOHAMED
A. EL-ERIAN

Président du Queens' College
de l'Université de Cambridge, et professeur
à la Wharton School de l'Université
de Pennsylvanie*

L n'y a encore pas si longtemps, il ne semblait exister aucune limite à l'intégration économique et financière. Depuis des décennies, les bienfaits de la mondialisation apparaissaient évidents et incontestables. L'interconnectivité entre production, consommation et flux d'investissement a conféré aux consommateurs une plus large gamme de choix à des prix attractifs, ce qui a permis aux entreprises d'étendre leurs chaînes d'approvisionnement. Les marchés de capitaux mondiaux ont élargi l'accès au crédit, et réduit son coût pour les emprunteurs privés comme publics. Les gouvernements de la planète se sont engagés dans ce qui semblait constituer une série de partenariats gagnant-gagnant. Enfin, les technologies – notamment la récente accélération du passage au télétravail – ont rendu les frontières nationales largement insignifiantes.

Mais si la mondialisation a permis un meilleur fonctionnement des marchés, les dirigeants politiques les plus visibles ont résidé dans le vote de sortie du Royaume-Uni hors de l'Union européenne, ainsi que dans l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016. Rapidement, l'Amérique a débuté une guerre douanière contre la Chine, ce qui a aggravé la fracture entre les deux puissances économiques. Dans le même temps, les consommateurs occidentaux ont été de plus en plus nombreux à s'indigner contre les violations des droits de l'homme, et contre les États peu

respectueux de l'environnement. Puis l'invasion de l'Ukraine a conduit à des sanctions sans précédent contre la Russie (pays membre du G20), ainsi qu'à l'arsenalisation du système des paiements internationaux. C'est ce qui en conduit beaucoup à parler de fin de la mondialisation. Or, plutôt que dans une période d'inversion radicale par rapport aux 30 dernières années, il est probable que nous entrions dans une ère de mondialisation fragmentée, davantage caractérisée par la substitution que par la négation.

Le régime de sanctions imposé à la Russie l'illustre parfaitement. Au cours de l'année écoulée, les restrictions mises en place par l'UE et les États-Unis n'ont pas fondamentalement réduit les exportations pétrolières russes, mais les ont plutôt redirigées ailleurs, principalement vers la Chine et l'Inde. De même, loin d'avoir mis à genoux l'économie de la Russie comme beaucoup le prédisaient, les sanctions globales ont conduit à une contraction de seulement 2 % du PIB, les technocrates russes ayant trouvé les moyens de réorienter et de réorganiser leurs activités domestiques et extérieures. Sans doute plus inquiétant encore, la Russie et certains de ses alliés ont également accompli des progrès dans la création d'une forme de système parallèle des règlements et des paiements transfrontaliers, même si ce système demeure rudimentaire et peu efficace.

Cette tendance se poursuivra probablement dans les prochaines années, de plus en plus d'entreprises diversifiant leurs chaînes d'approvisionnement loin de la Chine, et les gouvernements occidentaux recourant au near-shoring et au friend-shoring pour maintenir la production de leurs intrants critiques ainsi que leurs exportations sensibles.

En somme, la combinaison entre chocs géopolitiques, stratégies d'entreprises et changement dans les valeurs sociétales est vouée à influencer les modèles du commerce et de l'investissement autour de quatre axes principaux. Les sociétés optant pour la résilience plutôt que l'efficacité, elles passeront de plus en plus d'une approche « juste à temps » à une approche « juste au cas où » en matière de chaînes d'approvisionnement. Pendant ce temps, les considérations de sécurité gagneront en importance dans les réflexions commerciales, et les sociétés s'éloigneront des partenariats généraux et partenariats de partage du risque, pour privilégier des accords plus étroitement conçus. Toujours dans le même temps, les consommateurs se pencheront de plus en plus

sur le sens de leurs interactions commerciales. Ce processus produira des gagnants et des perdants, dont l'identité dépendra significativement de la manière dont les dirigeants politiques s'adapteront au nouveau modèle de fonctionnement de l'économie mondiale. Le Mexique, par exemple, a tout intérêt à voir les États-Unis procéder au friend-shoring, de même que le secteur des entreprises à privilégier des chaînes d'approvisionnement plus diversifiées. Pour autant, comme le gouvernement mexicain l'a lui-même reconnu, la demande notionnelle ne sera transcrite en demande effective que si les dirigeants politiques accélèrent les avancées en matière d'infrastructures, d'énergies propres, de déreglementation, et autres domaines similaires.

Dans un monde au sein duquel les ménages évitent activement certaines interactions commerciales, les gouvernements et les entreprises vont devoir travailler dur pour élaborer des alternatives. Il est nécessaire que les entreprises œuvrent aux côtés des gouvernements, au niveau national comme à l'étranger, pour faciliter le processus intrinsèquement délicat consistant à réorganiser les chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'à accélérer la transition écologique. Les dirigeants politiques nationaux et mondiaux doivent revoir leur mode de réflexion et de fonctionnement. Enfin, dans leurs stratégies de répartition, les investisseurs à long terme doivent davantage intégrer les analyses géopolitiques, sociopolitiques et environnementales complexes.

Certains considéreront peut-être l'expression « mondialisation fragmentée » comme un oxymore ; selon moi, il s'agit du scénario le plus probable pour l'économie mondiale. Le monde se divisant de plus en plus en blocs, certains plus fluides que d'autres, la mondialisation risque de devenir plus inflationniste, avec pour conséquence une réduction de la croissance potentielle. Pour éviter cela, tout dépendra de la manière dont les gouvernements nationaux et les institutions multilatérales navigueront sur les eaux d'une réalité économique nouvelle. Et bien que la planète ne soit pas totalement démondialisée, cela ne garantit pas pour autant une future navigation en douceur.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

*L'auteur de l'ouvrage intitulé *The Only Game in Town: Central Banks, Instability, and Avoiding the Next Collapse* (Random House, 2016).

LA WILAYA A REÇU DES DÉPUTÉS

À quand un port sec pour Tizi Ouzou ?

LES OPÉRATEURS de la wilaya de Tizi Ouzou attendent depuis des années la réalisation de cette infrastructure pour leur faciliter les procédures d'acquisition d'équipements.

■ KAMEL BOUDJADI

De nombreux obstacles freinent le développement de l'investissement à travers la wilaya de Tizi Ouzou. Des embûches qui sont parfois d'ordre objectif et d'autres fois d'ordre totalement subjectif et difficile à cerner. Ces problèmes rencontrés quotidiennement depuis bien longtemps par les opérateurs économiques ont été dressés avec détail durant le séjour, dans la wilaya de la commission investissement et budget de l'Assemblée populaire nationale qui s'est, pour l'occasion, rendue dans plusieurs endroits pour s'enquérir de la situation générale de l'investissement à travers la wilaya.

C'est ainsi que la délégation a rendu visite, hier, à l'unité de fabrication de tracteurs et de matériel agricole située à Oued Aïssi, une dizaine de kilomètres au nord-est du chef-lieu de wilaya.

En fait, ces obstacles qui freinent l'investissement freinent aussi le développement de la wilaya de Tizi-Ouzou. Un constat qui ressort, d'ailleurs, dans le nombre d'unités industrielles conséquentes activant à



C'est une infrastructure indispensable pour la wilaya

travers les communes. Aussi, parmi les plus importantes difficultés, c'est incontestablement le manque de foncier. Un problème qui relève carrément du domaine du subjectif étant donné que les autorités locales disposent de près d'une vingtaine de projets de zones d'activités regorgeant d'assiettes foncières inutilisées. Ce potentiel

foncier s'en trouve hélas pris entre les tenailles de la non-viabilisation de ces zones malgré la disponibilité des moyens.

Alors que certaines n'ont pas encore été réalisées à cause des oppositions, d'autres par contre ne connaissent pas ce problème, mais ne sont paradoxalement pas exploitables. Un paradoxe qui fait, en effet,

que le foncier existe, mais qui ne profite pas encore aux investisseurs. Pis encore, dans certaines zones, les assiettes attribuées font l'objet d'ordre de saisine à cause de l'incapacité des bénéficiaires à lancer leurs projets. Ces derniers, approchés, évoquent les mêmes difficultés de non-viabilisation et surtout des embûches d'ordre bureau-

cratique qui s'imposent comme l'un des obstacles majeurs à l'investissement.

Beaucoup de projets souffrent, en effet, de ces difficultés administratives lentes et compliquées. Ce phénomène qui diminue grâce notamment au guichet unique n'a pas toujours trouvé de solution malgré la volonté de toutes les parties de le dépasser.

Par ailleurs, il faut rappeler à la commission que les opérateurs de la wilaya de Tizi Ouzou attendent depuis des années la réalisation d'un port sec pour leur faciliter les procédures d'acquisition d'équipements et de matières importés ou fabriqués localement.

Un projet a été inscrit dans les années 80, mais qui n'a pas encore vu le jour jusqu'à aujourd'hui pour des raisons qui demeurent encore inconnues.

D'ailleurs, ce mystère entoure aussi la décision de transférer l'assiette qui lui a été attribué à Oued Aïssi pour abriter une gare routière rarement utilisée par les citoyens. Ce projet de port sec a souvent été réclamé par l'APW, mais la requête ne trouve encore pas d'oreille attentive.

K.B.

■ Défi de la sécurité alimentaire

L'Algérie a gravi des échelons

L'Algérie a réussi à assurer sa sécurité alimentaire, malgré un contexte de crise multiples (guerre en Ukraine, changement climatique et la crise énergétique, économique...), et ce, grâce à sa nouvelle stratégie agricole visant la restructuration institutionnelle et structurelle du secteur, le développement des filières agricoles stratégiques (céréalière), principalement situées au Sud du pays.

L'objectif est de renforcer et moderniser les techniques d'irrigation, de stockage et de distribution afin d'assurer la disponibilité des produits de large consommation, subventionnés par l'Etat.

Ce dernier a érigé la filière céréalière en priorité pour atteindre sa sécurité alimentaire.

L'Algérie a su transformer les difficultés en opportunités et tirer profit de la crise alimentaire mondiale pour réadapter sa nouvelle stratégie agricole aux évolutions permanents du marché national et international.

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a réussi son pari. Les résultats du secteur étaient plus que probants, en 2022. Les autorités s'engagent à poursuivre leurs efforts en vue de développer la culture céréalière plus résistante aux aléas climatiques. La révolution de



■ L'expérience de l'Algérie a été mise en avant par un représentant du ministère de tutelle, avant-hier, lors du Forum mondial du Conseil international des céréales (CIC) organisé les 12 et 13 juin à Londres. (Photo : D.R)

cette filière est déjà en marche. L'expérience de l'Algérie a été mise en avant par un représentant du ministère de tutelle, avant-hier, lors du Forum mondial du Conseil international des céréales (CIC) organisé les 12 et 13 juin à Londres (Royaume-Uni). Il a présenté, à l'occasion, «la stratégie mise en place par les autorités algériennes en vue de couvrir et d'assurer les besoins alimentaires du pays outre l'expérience du pays dans la réalisation et la garantie de sa sécurité alimentaire», a indiqué un communiqué du ministère.

L'intervenant a mis en avant «l'expérience pionnière de l'Algérie et ses programmes visant la réalisation de la sécurité alimentaire dans un contexte mon-

dial en pleine mutation», à ajouté la même source. L'Algérie ambitionne d'augmenter son rendement agricole et de la diversifier afin de se passer des importations des céréales en particulier. Pour y parvenir, les autorités oeuvrent à faciliter l'accès à l'investissement dans le secteur agricole, plus précisément dans la céréaliculture.

La semaine dernière, l'Algérie et l'Italie se sont engagées dans un nouveau projet de partenariat dans le secteur de l'agriculture. Le projet d'investissement en question sera lancé avec le groupe italien BF SPA pour la production de blé dur, via la société mixte, BF Algérie créée à cet effet, en partenariat avec la société Copre Sud.

L'Algérie mise sur le développement accéléré de cette filière pour atteindre son autosuffisance et s'affranchir des importations de blé français, bulgare... Le pays est l'un des plus grands importateurs de blé. En 2022, l'Algérie a importé 1,3 million de tonnes de blé, contre 330.000 tonnes en 2021.

Selon l'Union céréalière russe, les exportations de blé vers l'Algérie devraient augmenter en 2023 pour atteindre environ 3,5 millions de tonnes et assurer plus de 40% des importations algériennes de blé, a rapporté, il y a quelques semaines l'agence Sputnik. La Russie a toujours été un partenaire fiable de l'Algérie.

Samira Takharboucht

Economie

L'année 2023 sera-t-elle l'année de la relance économique pour l'Algérie ?

Concernant l'emploi, il faut un taux de croissance de 8/9% en termes réels (le FMI et la banque mondiale dans son rapport de mai 2023, prévoyant pour l'Algérie (le PIB étant estimé à 190 milliards de dollars en 2022 pour une population de plus de 45 millions d'habitants) pour 2023, une croissance de 1,7% contre 2,6% précédemment loin des prévisions du gouvernement de plus de 4%, tirée par la dépense publique) pour absorber le flux additionnel annuel entre 3.50.000/400.000 par an qui s'ajoute au taux de chômage actuel ? Dans ce cadre, quel est le bilan de l'allocation chômage dont les inscrits selon le ministre du travail avoisinent les 2 millions sur une population active d'environ 12,5 millions dans le recyclage au monde du travail collant avec l'environnement renvoyant d'ailleurs à la refonte de toute l'École depuis le primaire à l'Université afin d'éviter des diplômés chômeurs, posant la problématique du devenir de ces 1,5 million de candidats qui passent les examens nationaux (Bem et Baccaauréat) en juin 2023 ? Le taux d'emploi, et c'est une loi universelle, étant un suicide de créer des emplois improductifs, fonction du taux de croissance et de la structure des taux de productivité, devant être réaliste : sous réserve de la levée du verrou bureaucratique, de mobiliser le financement et pour certains projets de trouver un bon partenaire étranger, la rentabilité d'un projet mis en exploitation en 2023 nécessitera deux à trois années pour les PMI/PME et 5/7 ans pour les grands projets et chaque année de retard repousse les délais avec des surcoûts, où en économie le temps ne se rattrape jamais. Avant tout lancement d'un projet s'impose une étude de rentabilité précise, afin d'être concurrentiel au niveau international, devant privilégier pour les avantages financiers et fiscaux la balance devises et pour pouvoir exporter, il faut d'abord produire à un coût compétitif

-où en est la récupération des biens des oligarques, en devises à l'étranger sachant que les importations de biens et services en devises ont avoisiné les 1000 milliards de dollars entre 2000/2020 et si on applique uniquement un taux de surfacturation de 10% nous aurons 100 milliards de dollars et qu'en est-il des placements dans les paradis fiscaux ou mis sous le nom de personnes étrangères qui sont soumis au droit international et non au droit algérien nécessitant une large coopération internationale ?

-où en est la récupération des biens en des oligarques en dinars, le montant de 20 milliards de dollars (source APS 22/12/2022) qui concernent certainement toutes les unités, les comptes en banques et les biens immobiliers mais pour avoir un solde positif, devant soustraire tous les crédits octroyés auprès des banques publiques non remboursés et se pose cette question, les unités récupérées,



Devant avoir un langage de vérité, afin d'éviter les erreurs du passé, force est de constater que le dynamisme au niveau international, contraste malheureusement, et c'est l'avis objectif de la majorité des experts internationaux, non les organiques mais surtout d'une rente, avec la situation économique entre 2022/2023 où la relance économique promise déjà en 2022 par le Premier ministre, peine à démarrer en 2023 alors qu'à terme (voir la Chine) la force d'une Nation dans les relations internationales repose sur l'Économique.

ont-elles été réactivées ou sont-elles en bernés et dans ce dernier cas il y va pertes financières -a-t-on fait le bilan de la non maîtrise de la gestion des contrats dont les pertes se chiffrent en centaines de millions de dollars en devises sans compter les frais en dinars concernant la majorité des secteurs. Cela ne date pas seulement d'aujourd'hui puisque selon les agences AFP et Reuters, information reprise par la presse algérienne du 15 mars 2012, environ 4,4 milliards de dollars est le montant que la compagnie pétrolière américaine Anadarko aurait perçu de Sonatrach en compensation de son renoncement à l'arbitrage d'un tribunal international sur le litige qui les opposait depuis 2006. Récemment concernant l'arbitrage international engagé par le Fonds d'investissement émirati sur l'affaire Dounia Parc, l'Algérie a perdu le procès devant rembourser 280 millions de dollars, en plus des dommages et intérêts et paiement des frais d'arbitrage et Sonatrach a perdu l'arbitrage international dans le litige qui l'oppose, depuis 2021, au niveau la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) de Paris (France) au groupe espagnol Villar Mir ayant été condamnée à payer 120 millions d'euros au groupe Villar Mir

3.- Cependant, contrairement à cer-

tains discours de sinistrose, où l'Algérie serait au bord de la faillite, connaissant la stabilité grâce aux efforts de l'ANP et des services de sécurité, il y lieu d'éviter certains discours d'autosatisfaction déconnectés de la réalité, source de névrose collective, discours dénoncés par la président de la République, exigeant une gouvernance renouvelée, un langage réaliste et des réalisations effectives sur le terrain loin des promesses difficilement réalisables. Force est de reconnaître, existant un lien dialectique entre développement et sécurité, qu'en ce mois de juin 2023, Sonatrach c'est l'Algérie et l'Algérie c'est Sonatrach (plus de 97/98% des recettes en devises avec les dérivés inclus dans la rubrique hors hydrocarbures. Le cours du pétrole, selon les données économiques moroses du dernier rapport de la banque mondiale de mai 2023, notamment la croissance de la Chine, de la zone euro et des décisions monétaires des banques centrales, est coté le 10 juin 2023 11h GMT à 75, 04 dollars le Brent (69,81 euros) et 70,35 dollars le WIT (65,44 euros), le cours des monnaies (euro/dollar) en plus des stocks américains influençant le niveau du cours de quelques dollars soit à la baisse soit à la hausse. Le gaz naturel, constituant environ 33% des recettes de Sonatrach, après avoir connu un

seuil de 250/300 dollars le mégawatt-heure, au début du conflit en Ukraine, le 08 mai 2023 le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, s'échangeait à 35,92 euros le mégawatt-heure (MWh) et entre les 05/07 juin 2023 à 23, 545 euros, le niveau le plus bas depuis deux ans (une baisse de plus de 70%), encore que le prix est plus élevé en 2020, où le cours moyen avoisinait environ 15 dollars le mégawatt-heure. Les recettes de Sonatrach après avoir connu un montant de 60 milliards de dollars en 2022, extrapolées sur la base d'un cours moyen du baril de pétrole de 75/80 dollars et 11/12 dollars le MBTU de gaz varierait entre 45/ 50 milliards de dollars pour 2023, soit 10 à 15 milliards de dollars de moins qu'en 2022 .

Étant à l'aube d'une profonde reconfiguration des relations internationales, les menaces et défis étant nouveaux du fait de la révolution mondiale tant sur le plan militaire, économique, social et surtout culturel , le défi à relever est la transition d'une économie de rente avec la dominance d'une économie informelle spéculative à une économie de production de biens et services basée sur la bonne gouvernance et la connaissance.

L'Algérie, en s'adaptant au mieux de ses intérêts au nouveau monde, pays à fortes potentialités, possédant des marges de avec des indicateurs financiers positifs, plus de 62 milliards de dollars de réserves de change fin février 2023, un endettement extérieur très faible 2,9 milliards de dollars fin 2022, peut devenir un pays pivot au sein des espaces méditerranéens et africains. Mais cela suppose de profondes réformes structurelles, plus de libertés, de transparence et de réhabiliter les vertus du travail.

**Pr des universités, expert international
Abderrahmane Mebtoul
(Suite et fin)**

تكريس التأمين التكافلي واعتماد سلطة ضبط مستقلة ورقمنة القطاع

هذه أهم تفاصيل قانون التأمينات الجديد

- تكريس التأمين التكافلي كنموذج جديد للتأمين يخضع لمبادئ الشريعة الإسلامية • إدخال بيع منتجات التأمين عن بعد لتعزيز رقمنة القطاع وبيع عقود التأمين عبر الإنترنت
- إعادة الزامية التأمين عن البضائع ومواد التجهيز المستوردة المنقولة جوا أو بحرا • توسيع الزامية التأمين عن الحريق إلى كل المتعاملين العموميين والخواص

ذلك بأمر من السلطات العمومية أو من المؤمن ومن بين المستجندات الموصى بها أيضا في المشروع إلزام شركات التأمين بوضع نظام رقابة داخلية، بهدف تحديد وتقييم وتسيير ومتابعة الأخطار، فضلا عن إلزام شركات التأمين بوضع نظام لمكافحة تبييض الأموال، وكذا وضع الأساس القانوني لمكافحة الغش في التأمين، قصد تأطير هذا النشاط.

أولوية التسوية الودية في التأمين على السيارات وتعديلات في جدول تعويض الأضرار الجماعية

ومن بين الآليات المقترحة أيضا في مشروع القانون، تلك التي تخصص مجال التأمين على السيارات، مع ضرورة تسبيق شركات التأمين للتسوية الودية، قبل اللجوء للعدالة، وهذا باقتراح على المؤمن لهم تعويضا يحدد بناء على نظام التعويضات، ودأما فيما يخص التأمين على السيارات، إدخال بعض التعديلات على جدول تعويض الأضرار الجماعية، كما تمت الإشارة إلى استبدال الصندوق الخاص بالتعويض بصندوق ضمان السيارات، حيث أنه منذ سنة 2004، حل صندوق ضمان السيارات محل الصندوق الخاص بالتعويض.



سلطة مستقلة بوزارة المالية مخصصة أساسا لضبط والإشراف على التأمينات

التكافلي، واعتماد أربعة "نوافذ تكافل" ونافذة واحدة لإعادة الكافل".

بيع عقود التأمين عن بعد وتوسيع الزامية التأمين على الحريق

في السياق نفسه، ومن بين التدابير المنصوص عليها في مشروع القانون، إدخال بيع منتجات التأمين عن بعد، بغرض تعزيز رقمنة القطاع من خلال بيع عقود تأمين عبر الإنترنت، في سياق دعم رقمنة ولما سادته التعاملات. كما تم إقرار، إعادة إدخال الزامية التأمين عن البضائع ومواد التجهيز المستوردة، المنقولة جوا وبحرا، لدى شركة تأمين معتمدة في الجزائر، باستثناء لتلك المستفيدة من تمويل خاص أو المندرجة ضمن عمليات خاصة، إلى جانب، توسيع الزامية التأمين عن الحريق إلى كل المتعاملين الاقتصاديين عموميين كانوا أو خواص، دون تمييز، علما أن الإجراء لا يخص حاليا إلا المتعاملين العموميين، ويهدف الإجراء إلى تعزيز حماية الاقتصاد الوطني حسب معدي المشروع.

وأشارت المادة 45 من مشروع القانون، إلى أنه يضمن المؤمن على الحريق جميع الأضرار التي يسبب فيها انفجار، اشتعال، أو مجرد احتراق، غير أنه إذا لم يكن هناك اتفاق مخالف، لا يضمن الأضرار التي يتسبب فيها تأثير الحرارة أو الاتصال المباشر القوي للنفار أو لأحد المواد المتأججة إذا لم تكن هناك بداية حريق قابلة للحلول إلى حريق حقيقي، فيما أشارت المادة 46، إلى أنه يتحمل المؤمن الأضرار المادية الناجمة مباشرة عن الحريق أو الانفجار أو الصاعقة أو الكهرباء.

بالمقابل، تشير المادة 50 إلى أنه يضمن المؤمن فقدان الحيوانات الناتج عن حالة موت طبيعية أو عن طريق حوادث أو أمراض ويسري الضمان في حالة قتل الحيوانات بغرض الوقاية أو تحديد الأضرار إذا تم

وتحديد التأمينات الإلزامية، والتأمين التكافلي، إضافة إلى معالجة تأمين القرض عند التصدير وأخيرا تنظيم ورقابة نشاطات التأمينات.

سلطة مستقلة لضبط والإشراف على التأمينات

من بين أهم ما تضمنه مشروع القانون المتعلق بالتأمينات، الإشارة إلى تأسيس على مستوى وزارة المالية، سلطة مستقلة مخصصة أساسا لضبط والإشراف على التأمينات، تحل محل لجنة الإشراف على التأمينات الحالية، في سياق تكثيف جهاز الضبط ورقابة قطاع التأمينات، وحسب معدي المشروع، فإن خيار اعتماد سلطة مستقلة، يهدف إلى تعزيز، على مستوى السوق الجزائري للتأمينات، مبدأ الحيادية، وذلك بوضع تباين بين مهام الدولة الضابطة والمراقبة، ومهامها كمساهم وحيد في شركات التأمين العمومية، كما يهدف إلى منح سلطة الضبط الوسائل الشريفة، المادية والمالية الضرورية لتأطير أمثل لهذا القطاع الخدماتي، وهذا بالنظر إلى عدة تجارب أجنبية.

ترسيم التأمين التكافلي توسيع واستقطاب مؤتمنين جدد

ومن بين الإجراءات الجديدة التي ينص عليها مشروع القانون تلك المتعلقة بتكريس وترسيم أو تكريس التأمين التكافلي، كنموذج جديد للتأمين، الذي يخضع لمبادئ الشريعة الإسلامية، ويهدف وضع النموذج الجديد للتأمين إلى تعزيز تطور السوق الجزائري للتأمينات، من خلال اعتماد نماذج أخرى للتأمين، قادرة على استقطاب شرائح من المؤمنین، إلى جانب الاستجابة للطلب المتزايد من قبل المتعاملين الراغبين في ممارسة نشاط التأمين على هذا الشكل، ووضع تحت تصرف البنوك نعاما تأمينية لتطوير منتجات مصرفية بديلة، مع العلم أنه تم العمل بهذا التنظيم عقب اعتماد شركتين للتأمين

حفيظ صواليبي

• اعتبر معدي مشروع القانون أن التأمين يعد سندا تويلا للتطور الاقتصادي والاجتماعي للمبلاد، وأداة مامة في تمويل الاقتصاد بالنظر إلى الموارد المالية التي تجمعها شركات التأمين عبر نشاطها، ويصفها "مستثمرا مؤسسيا". وعليه، فإنه تم إدراج القطاع في سياق السياسات الاقتصادية، إذ شهد قطاع التأمينات عدة إصلاحات، على غرار تحرير السوق، سنة 1995، على خلفية صدور الأمر رقم 95-07 الصادر في 25 جاني 1995، المتعلق بالتأمينات.

توسيع سوق التأمين من 6 شركات في 1995 إلى 25 شركة حاليا

وقد سمح الإطار القانوني المعمد برفع احتكار الدولة لنشاط التأمين وفتح سوق التأمين أمام عملاء جدد خواص، وكذا عموميين، فضلا عن إنشاء شركات تأمين جديدة، حيث انتقل سوق التأمين من 6 شركات في 1995، إلى 25 شركة تأمين ذات رؤوس أموال عمومية، خاصة ومختلطة بالشاركة مع جمعيات دولية للتأمين، إلى جانب اعتماد وسطاء خواص لتوزيع منتجات التأمين (وكلاء عموم للتأمين وسامسة التأمين)، بالإضافة إلى الوكالات المباشرة.

وقد تم تعزيز هذا الإصلاح في سنة 2006، بإصدار القانون رقم 04-06 الصادر بتاريخ 20 فيفري 2006، المعدل والمتمم للأمر رقم 95-07، وقد أتاحت هذه الإصلاحات، بتسجيل تغييرات على المستويين المؤسساتي والتنظيمي على غرار الفصل الفعلي بداية من جويلية 2011، لنشاط التأمين على الأشخاص والتأمين على الأضرار، فضلا عن اعتماد شركات تأمين جديدة متخصصة في التأمين على الأشخاص، فضلا عن وضع نظام التأمين المصرفي، كوسيلة ملائمة لبيع بعض منتجات التأمين، إلى جانب إقامة لجنة الإشراف على التأمينات كسلطة رقابية على مستوى التأمين، وإقامة صندوق لضمان المؤمنین لعم، لتجسيد ملاءة سوق التأمين. كما تم إقامة مكتب متخصص في مجال تعريفات التأمينات يهدف إلى ضبط أفضل للتعريفات، ومن حيث تطور سوق التأمين عرف هذا الأخير نسبه نمو معتبرة، حيث ارتفع إنتاج سوق التأمين من 46 مليار دينار جزائري سنة 2006 إلى 147 مليار دينار جزائري سنة 2021.

أربعة نصوص قانونية أطرت سوق التأمينات

وفي المجال التنظيمي والتشريعي، خضع نشاط التأمين في الجزائر، لأربعة نصوص قانونية تمثل في الأمر رقم 74-15 الصادر بتاريخ 30 جاني 1974 والمتعلق بالزامية التأمين على المركبات البرية ذات محرك وبنظام التعويض، المعدل والمتمم، والأمر رقم 95-07 الصادر بتاريخ 25 جاني 1995، المتعلق بالتأمينات، المعدل والمتمم، إلى جانب الأمر رقم 96-06 المؤرخ في 10 جاني 1996، المتعلق بتأمين القرض عند التصدير، وأخير الأمر رقم 03-12 الصادر بتاريخ 26 أوت 2003، والمتعلق بالزامية التأمين على الكوارث الطبيعية وتعويض الضحايا.

ويهدف النص الحالي محل التعديل حسب معدي المشروع، إلى تحيين هذه النصوص الأربعة بما يتواءم مع مختلف التطورات التي عرفتها البلاد وتجميعها في قانون واحد ينظم نشاط التأمينات، بدلا من أربعة نصوص، ويتكون مشروع القانون من خمسة كتب تتمثل في معالجة كل الجوانب المرتبطة بعقد التأمين

استحداث المجلس الوطني للتأمينات برئاسة وزير المالية

ووفقا للمادة 396، فإنه يتم استحداث جهاز بدعي المجلس الوطني للتأمينات برأسه الوزير المكلف بالمالية، ويستشار المجلس في المسائل المتعلقة بوضعية نشاط التأمين وإعادة التأمين وتنظيمه وتطويره وينعقد بطلب من رئس أو أغلبية أعضائه، كما يمكن أن يعد المجلس مشاريع تهميدية لنصوص تشريعية أو تنظيمية تدخل في مجال اختصاصه بتكليف من الوزير المكلف بالمالية أو بمبادرة منه، ويتكون المجلس حسب المادة 398 من ممثل الدولة وممثلي المؤمنین ومفوضي التأمين وممثلي المؤمن لهم، وممثلي مستخدمي قطاع التأمين والخبراء في التأمين.

المصادقة بالإجماع على مشروع قانوني الأعياد الرسمية والتقاعد 53.4 مليار دينار مساهمة الدولة في رفع منحة المتقاعدين

■ تجسيد تعليمات رئيس الجمهورية القاضية بضمان العيش الكريم

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، أمس، بالإجماع، على مشروع القانونين المتعلقين بقائمة الأعياد الرسمية والتقاعد، والمتضمنين تمديد عطلة عيدي الفطر والأضحى إلى 3 أيام بدل يومين، وزيادة منحة التقاعد إلى نسبة 75% من المبلغ السنوي للأجر الأدنى المضمون.

حمزة م.



بالنسبة للمنح ومعاشات التقاعد للأجراء «دون احتساب ما تساهم به الدولة لتقاعد غير الأجراء».

وفي كلمته، بالمناسبة، أكد وزير الصحة عبد الحق سايحي، أن تصويت النواب على مشروع القانونين، يجسد التزامات رئيس الجمهورية، الرامية إلى التكفل بانشغالات المواطنين، سعياً لتحقيق تطلعاتهم في العيش الكريم.

وقال بخصوص تعديل قانون التقاعد، إنه «خطوة أخرى في نهج سياسة العدالة الاجتماعية، حققتها الدولة ومن ورائها تحسين القدرة الشرائية للمتقاعدين، لاسيما أصحاب الدخل الضعيف».

من جانب آخر، اعتبر أن تمديد عطلة العيدين سيمكن المواطنين من إحياء هاتين المناسبتين الدينيتين العظيمتين بأكثر أريحية بما «يحقق التراحم والتلاحم الاجتماعيين».

على صعيد آخر، أجلت المصادقة على نص المادة 22 محل الخلاف، من القانون العضوي المتعلق بالإعلام لوقت لاحق، بسبب عدم اكتمال النصاب القانوني، إذ يشترط التصويت على مشاريع القوانين العضوية، ثلثي أعضاء المجلس الشعبي الوطني.

للتقاعد». وأضافت، «أنها سابقة في العالم العربي والإفريقي، ناهيك عن كونها منحة منقولة لذوي الحقوق يستفاد منها لمدة طويلة، بخلاف الفترة المتوسطة لتسيير ملف التقاعد التي تراوح 40 سنة».

يذكر، أن عدد المستفيدين من منحة ومعاش التقاعد، يقدر إجمالاً بـ3 ملايين و45000 مستفيد. أما بالنسبة للمستفيدين من الحد الأدنى لمنحة التقاعد التي تساوي 75% من الأجر الوطني الأدنى المضمون أي ما يعادل 15000 دج، «فعدد المستفيدين منها يبلغ 349280 مستفيد»، بحسب تقرير اللجنة.

ولأن شروط الاستفادة منها تستلزم إثبات 5 سنوات عمل واشتراف في الضمان الاجتماعي، وحقوق تساهمية تقدر بـ2250 دج، فستكفل خزينة الدولة بفارق قدره 12750 دج، لكل صاحب منحة، ما ينتج عنه مساهمة إجمالية للدولة بمبلغ 53 مليارا و439 مليون و840 ألف دينار.

وترى لجنة الصحة أن هذه المساهمة الضخمة تضاف إلى نفقات التضامن الاجتماعي التي تدفعها الدولة والتي بلغت منذ جانفي 2023 إلى غاية 30 ماي 2023 ما يقارب 46.7 مليار دج

جاء التصويت بالأغلبية المطلقة لصالح النصين تشميئاً لمحتوى التعديلات التي تقدمت بها الحكومة وتنفيذا لتعليمات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، القاضية بدعم المستوى المعيشي للمطبخات الهشة والاستجابة لانشغالات المواطنين.

وسيمر مشروع القانون المعدل لقانون 63-278 المحدد لقائمة الأعياد الرسمية، إلى مجلس الأمة، بعد مصادقة نواب المجلس الشعبي الوطني، على زيادة عطلة عيدي الفطر والأضحى المباركين، إلى 3 أيام بدل يومين، في جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس إبراهيم بوغالي وحضرتها وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار، فيما ناب وزير الصحة عبد الحق سايحي عن وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي فيصل بن طالب (متواجد في مهمة عمل أخرى).

ولم تتبن لجنة الصحة والشؤون الاجتماعية والعمل والتكوين المهني، مقترحات التعديلات التي طالبت بإضافة يوم عرفة إلى عطلة عيد الأضحى لتصبح 4 أيام، معتبرة أن «هذا اليوم ورغم قدسيته لا يصنف ضمن الأعياد الرسمية».

في المقابل، صوت النواب بالإجماع، لصالح مشروع القانون المعدل والمتمم 83-12، المتعلق بالتقاعد، المتضمن مبادرة الحكومة بتعديل المادتين 16 و47، اللتين تخصان الحد الأدنى لمعاش التقاعد وتحديده بنسبة 100% بدل 75%، ورفع منحة التقاعد إلى 75% من الأجر الوطني الأدنى المضمون.

ويوجب هذا التعديل، الذي يجسد تعليمات الرئيس تبون، استقضى منحة التقاعد من 3500 دج إلى 15000 دج، الأمر اعتبرته اللجنة، «تميزاً انفردت به الجزائر، يضمن تغطية اجتماعية للفئات الهشة عند بلوغها السن القانونية



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡: Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger